



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

## S O M M A I R E

<i>Ukraine : pourquoi les Russes abandonnent l'île des Serpents</i>	<i>Page 2</i>
<i>Guerre en Ukraine : les armes du conflit</i>	<i>Page 4</i>
<i>Game of drones</i>	<i>Page 7</i>
<i>Les leçons de la guerre en Ukraine vous ne pouvez pas vous cacher et stocker les armes est essentiel.</i>	<i>Page 12</i>
<i>Les Occidentaux s'interrogent sur l'efficacité de leurs livraisons d'armes à l'Ukraine</i>	<i>Page 16</i>
<i>La crise ukrainienne met-elle l'Union européenne et ses membres au pied du mur ?</i>	<i>Page 20</i>
<i>L'Iran est la plus grande menace au Moyen-Orient</i>	<i>Page 26</i>
<i>Vers une nouvelle ère de militarisation et d'instabilité en Indo-Pacifique</i>	<i>Page 31</i>
<i>Les chantiers militaires qui attendent la France</i>	<i>Page 36</i>
<i>Jihadisme : l'inquiétante expansion de l'Etat islamique en Afrique</i>	<i>Page 38</i>
<i>Guerre en Ukraine : les angles morts de l'aide humanitaire</i>	<i>Page 42</i>
<i>Avec le Fujian, la marine chinoise fait un nouveau bond en avant</i>	<i>Page 44</i>



## **Ukraine : pourquoi les Russes abandonnent l'île des Serpents**

Par Jean-Dominique Merchet - 30 juin 2022 à 12h31

**Moscou n'avait sans doute plus la capacité militaire de tenir longtemps cet îlot stratégique de la mer Noire, mais présente son retrait comme un « geste de bonne volonté »**



**Une vue satellite de l'île des Serpents.** - Sipa Press

**Les faits -**

L'armée russe a annoncé jeudi s'être retirée de l'île des Serpents, une position stratégique en mer Noire conquise par Moscou et qui subissait des bombardements ukrainiens ces dernières semaines. « Le 30 juin, en signe de bonne volonté, les forces armées russes ont accompli les objectifs fixés sur l'île des Serpents et ont retiré leur garnison sur place », a indiqué le ministère de la Défense russe, en affirmant que ce geste devait faciliter les exportations de céréales depuis l'Ukraine.

C'est une surprise. Le ministère russe de la Défense a annoncé, ce jeudi 30 juin, qu'il « retirait sa garnison » de l'île des Serpents, un minuscule îlot (0,17 km<sup>2</sup>) qui occupe une position stratégique en mer Noire. Moscou affirme qu'il s'agit d'un « geste de bonne volonté » afin de permettre aux Nations unies d'établir un « corridor humanitaire » pour l'exportation des céréales ukrainiennes. La réalité est plus nuancée. La Russie tente d'habiller son retrait en mesure bienveillante. Son argumentaire ne convaincra, ni en Ukraine, ni en Occident, mais les pays du Sud — menacés par la famine — y seront sans doute plus sensibles.

L'armée russe n'avait sans doute plus la capacité de tenir longtemps ce caillou ukrainien, sauf à payer un prix très élevé. Il avait été conquis au premier jour de l'invasion, le 24 février. Les gardes-frontières ukrainiens avaient alors fait un doigt d'honneur (« Navire de guerre russe, va te faire foutre ») au croiseur *Moskva* qui leur demandait de se rendre. Faits prisonniers, ils ont été libérés depuis lors. Le croiseur a, lui, été coulé par la marine ukrainienne.

### **Menace permanente**

Depuis le 24 février, l'île des Serpents et les bateaux qui la ravitaillent ont été attaqués à plusieurs reprises par les forces ukrainiennes avec des drones, des avions de combat et des missiles.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 3

Pour la petite garnison russe sur place, la situation devenait sans doute intenable avec le renforcement des capacités militaires ukrainiennes. La livraison de missiles anti-navires Harpoon, susceptibles d'être tirés depuis le rivage, permet aux batteries côtières ukrainiennes de « taper » les bateaux de ravitaillement russes. Par ailleurs, les systèmes d'artillerie (lance-roquette Himars) récemment livrés ont la portée et la précision nécessaires pour « traiter » des objectifs sur l'île, à moins de cinquante kilomètres de la côte. La capacité de la marine russe à maintenir un blocus dans le golfe d'Odessa est aujourd'hui remise en cause par la montée en gamme de la défense ukrainienne. Certes, Kiev n'a plus de flotte de guerre, mais elle peut opérer à la fois depuis le rivage et depuis les airs. Et peut-être même désormais depuis l'île des serpents, ce qui accroîtrait la portée de ses batteries antinavires. Deux missiles Neptune avaient déjà suffi pour couler le *Moskva*. Les Harpoon, de fabrication américaine, et peut-être les Exocet français — si la livraison se confirme — placent la marine russe sous la menace permanente d'une frappe de missiles, à moins de se tenir très loin des côtes. Les militaires parlent d'A2/AD (anti-access/aera denial). Même si la marine russe retirait ses bateaux du golfe d'Odessa, il faudrait déminer les accès aux ports

« **Grain ukrainien** ». Même si la marine russe retirait ses bateaux du golfe d'Odessa, il faudrait déminer les accès aux ports. Dans les premiers jours de la guerre, les Ukrainiens ont en effet installé une ligne de défense avec des mines marines, afin d'éviter un débarquement russe. Selon des sources navales, le nombre de mines est estimé entre « cinquante et cent ». Ce sont des modèles assez peu sophistiqués, « à orin », rattachés au fond par un câble. Toutefois, quelques-unes ont dérivé et il sera nécessaire de déployer des chasseurs de mines pour garantir la sécurité des voies d'accès. L'annonce russe pourrait relancer les efforts internationaux en ce sens. Lors du sommet de l'Otan à Madrid, Emmanuel Macron a insisté sur la coopération avec la Turquie — acteur majeur en mer Noire : les deux pays « continueront leurs efforts pour permettre l'exportation du grain ukrainien », a indiqué le président de la République.



Par ailleurs, on en sait un peu plus sur la frappe russe contre un centre commercial à Krementchouk, qui a fait au moins dix morts lundi. Selon les enquêtes indépendantes de Bellingcat et de Human Rights Watch, deux missiles de croisière Kh-22 ont été tirés. Ils visaient une usine, située juste à côté du centre commercial, et, sans doute, la gare de chemin de fer, à proximité. Les Russes affirment que cette usine abritait des armements livrés par les Occidentaux. Des journalistes qui se sont rendus sur place et ont pu accéder librement au site — sans protection militaire —, comme l'envoyée spéciale de LCI, Charline Hurel, ne le confirment pas. Un premier missile est tombé sur le centre commercial et le second, à environ 500 mètres de là, à l'entrée de l'usine. La précision de ces engins, lancés depuis un bombardier stratégique TU-22 et qui contiennent une tonne d'explosif, laisse à désirer. Pour Human Rights Watch, une telle frappe, au milieu d'une zone habitée par des civils, est potentiellement un crime de guerre.



## Guerre en Ukraine : les armes du conflit

**Munitions thermobariques, missiles hypersoniques, batteries antiaériennes, armes nucléaires tactiques côté russe. Mais côté ukrainien on n'est pas en reste...**



### **Missile antichars MBT LAW britannique.**

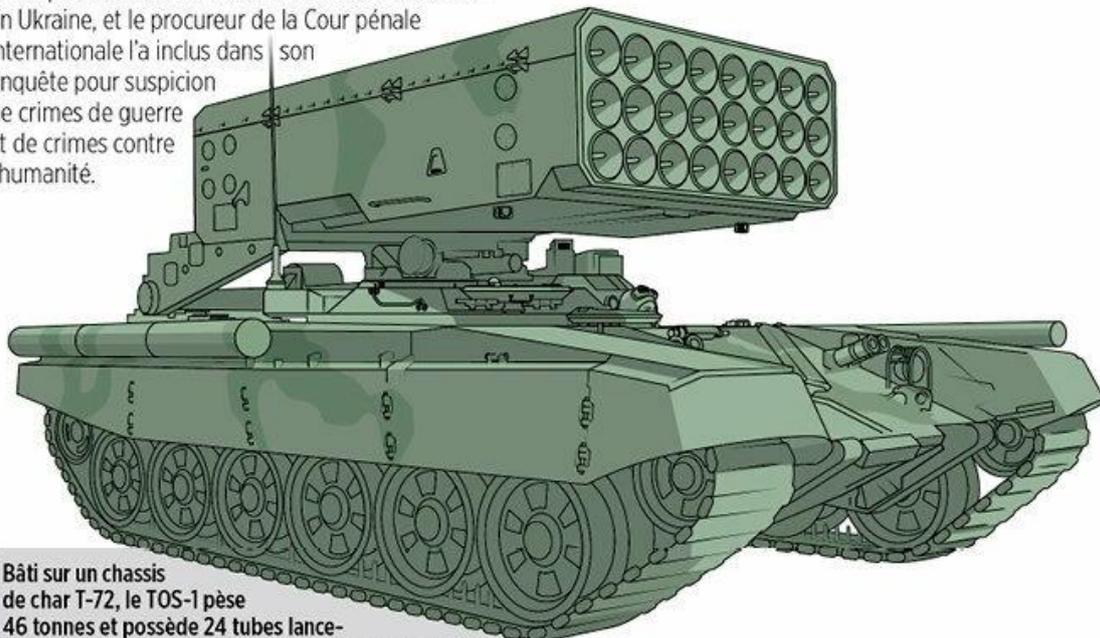
Par Guerric Poncet - Publié le 10/03/2022 à 13h00

Le nombre et la motivation des troupes ou leur équipement général ne font pas tout. Parfois, une arme particulièrement efficace ou terrifiante peut changer le cours de l'Histoire, même si elle n'est déployée qu'à quelques exemplaires. Côté russe, des technologies de rupture comme les missiles

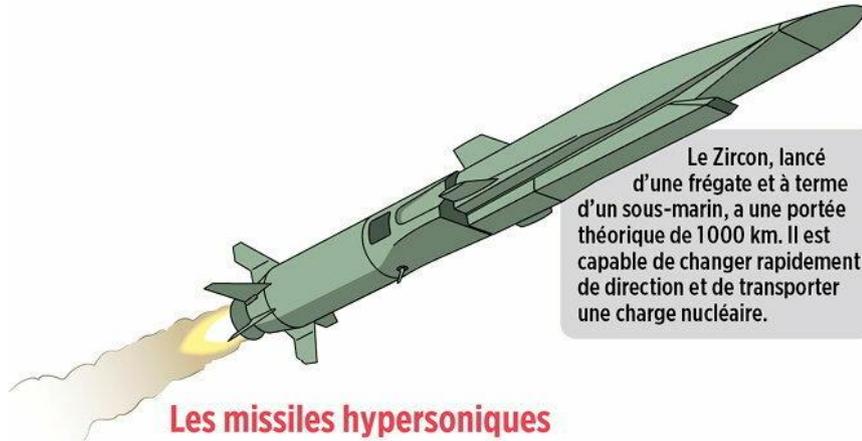
« hypervéloces » pourraient faire leur apparition. La modeste armée ukrainienne mise plutôt sur des outils rustiques mais très efficaces, comme les drones turcs Bayraktar TB2.

### **Les munitions thermobariques**

Les lance-roquettes à munitions thermobariques sont capables de créer à la fois une explosion et une dépression, ce qui décuple leur effet dévastateur. **Le lance-roquettes multiple TOS-1**, utilisé non pas par l'artillerie mais par des unités spécialisées dans les opérations NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique), a une portée de 6 km. Il a été observé sur le terrain en Ukraine, et le procureur de la Cour pénale internationale l'a inclus dans son enquête pour suspicion de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.



Bâti sur un châssis de char T-72, le TOS-1 pèse 46 tonnes et possède 24 tubes lance-roquettes destinés à frapper aussi bien les soldats au sol que les véhicules légers, les bâtiments et les fortifications.



Le Zircon, lancé d'une frégate et à terme d'un sous-marin, a une portée théorique de 1000 km. Il est capable de changer rapidement de direction et de transporter une charge nucléaire.

## Les missiles hypersoniques

Poutine s'en félicite régulièrement : l'armée russe est – a priori – la seule au monde à disposer de missiles hypersoniques, même s'ils sont officiellement encore en cours de développement.

Ces missiles sont capables de frapper une cible à 8 fois la vitesse du son sans apparaître auparavant sur les radars. Atout de taille, leur simple effet cinétique s'ajoute à leur puissance explosive. Le 19 février, soit quelques jours avant d'envahir l'Ukraine, l'armée russe a d'ailleurs mené des tirs de démonstration **des missiles hypersoniques Kinjal et Zircon** : un message envoyé aux Occidentaux qui seraient tentés d'intervenir en faveur de Kiev...

## Les armes nucléaires tactiques

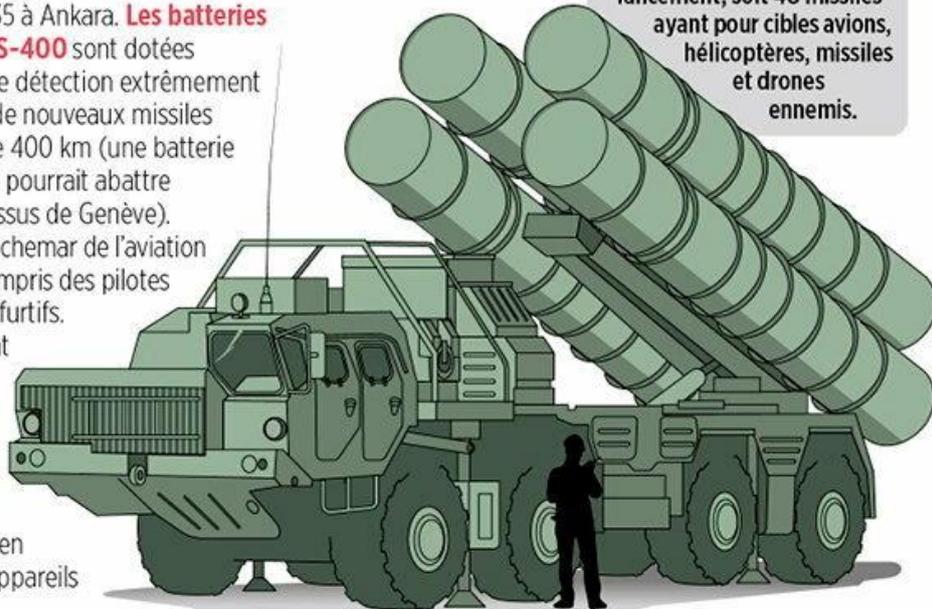
Souvent éclipsées par leurs grandes sœurs les armes nucléaires stratégiques, les têtes tactiques sont de plus faible puissance, destinées à être utilisées contre des forces ennemies au cours d'une bataille et non pour raser une ville ou un pays. Les États-Unis en sont aussi dotés, alors que l'armée française a mis au rebut en 1997 ses missiles Pluton et Hadès, qui visaient à briser une offensive blindée soviétique traversant l'Allemagne. La doctrine du Kremlin envisage l'emploi de ces « mini » bombes atomiques dans un conflit conventionnel avec, notamment, **les missiles Iskander**. Si Vladimir Poutine doit s'enliser en Ukraine, peut-être décidera-t-il d'appuyer sur ce bouton-là...



Le missile de croisière Iskander-K, version à tête nucléaire, a une portée supérieure à 500 km. Chaque véhicule lanceur en transporte 6 exemplaires.

## Les batteries antiaériennes

Elles ont été au cœur du conflit entre la Turquie et les États-Unis qui avait amené Donald Trump à annuler la vente de l'avion furtif F-35 à Ankara. **Les batteries antiaériennes S-400** sont dotées d'un système de détection extrêmement performant et de nouveaux missiles d'une portée de 400 km (une batterie installée à Paris pourrait abattre un avion au-dessus de Genève). Elles sont le cauchemar de l'aviation otanienne, y compris des pilotes d'appareils dits furtifs. En les déployant à la frontière ukrainienne, Moscou interdit une grande partie de l'espace aérien ukrainien aux appareils de l'Otan.



Un système S-400 comprend jusqu'à 12 véhicules de lancement, soit 48 missiles ayant pour cibles avions, hélicoptères, missiles et drones ennemis.



## Les bottes secrètes des Ukrainiens

Ils ont beau être « low cost », **les drones turcs Bayraktar TB2** (*photo*) ont fait basculer le conflit du Haut-Karabakh en 2020, et ils pourraient désormais briser l'offensive russe en Ukraine. Avec leurs missiles guidés capables de frapper les colonnes blindées, les 20 aéronefs télépilotés déjà livrés par Ankara sur la soixantaine commandée en 2019 se retrouvent propulsés au cœur de la stratégie ukrainienne. Sur Internet, des dizaines de vidéos montrent leurs exploits, sans qu'il soit possible d'en vérifier l'authenticité.



En l'absence de char de combat moderne côté ukrainien, **les 2000 missiles antichars MBT LAW britanniques** (*photo*) et **1200 Javelin américains** livrés en urgence à Kiev pourraient aussi être déterminants. Enfin, **les missiles antiaériens Stinger de conception américaine**, fournis par la Lettonie et la Lituanie, ainsi que **les Piorun polonais** sont devenus la terreur des pilotes d'hélicoptères russes.



## Game of drones : la nouvelle star

**Bras armé du régime du président turc Recep Tayyip Erdogan, l'appareil sans pilote Bayraktar TB2 est devenu la star des champs de bataille.**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8



**Un drone Bayraktar TB2 a été exposé en mai dernier à Bakou, en Azerbaïdjan, pendant le Teknofest, festival de l'aviation, de l'espace et de la technologie.**

© RESUL REHIMOV / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP - Par Guillaume Perrier

Publié le 21/06/2022 à 10h30 - Modifié le 03/07/2022 à 17h00

Le zoo de Kiev a donné son nom à un bébé lémurien. Le ministère ukrainien de la Défense a tourné un clip à sa gloire diffusé sur TikTok. Son nom est synonyme de succès militaire et de percée technologique décisive. Plus personne n'ignore son existence tant ses exploits sur les champs de bataille ont forgé sa légende. Star de la résistance ukrainienne à l'invasion russe, le Bayraktar TB2, un avion sans pilote qui mesure 12 mètres sur 6 et pèse une demi-tonne, est devenu le meilleur ambassadeur de la Turquie. Son destin était tout tracé. Bayraktar, en turc, désigne le « porte-drapeau ».

Depuis son premier vol en 2014, le drone a semé la panique dans les rangs ennemis partout où il est intervenu : en Libye, en Syrie, en Azerbaïdjan... Il a mis en déroute des colonnes militaires et multiplié les assassinats ciblés. Sur tous les terrains où Ankara se projette militairement, le drone est le bras armé du régime de Recep Tayyip Erdogan, le fleuron d'une industrie militaire turque en plein développement.

Le conflit en Ukraine et les vidéos aériennes diffusées sur les réseaux sociaux ont offert au TB2 une campagne de publicité de dimension mondiale. Les exemplaires livrés à Kiev ont permis à l'Ukraine de mener des attaques décisives contre l'armée russe. L'un aurait servi de leurre pendant l'attaque du croiseur lance-missiles *Moskva*, coulé en mer Noire en avril. D'autres ont mené des bombardements autour de l'île des Serpents, en mai, détruisant des radars, des systèmes de défense antiaérienne, un hélicoptère de transport de troupes, une barge de débarquement et deux patrouilleurs. En quelques semaines, ils ont ringardisé l'armée russe et ses chars de l'époque soviétique. Toutes les armées du monde envient ce drone.

Les pays en développement en sont déjà friands. Le TB2 a la réputation d'être un objet « low cost », environ 5 millions de dollars, soit quatre fois moins que son concurrent américain. On le compare au fusil d'assaut AK-47 Kalachnikov ou à la Toyota Corolla. Petit et léger, l'appareil est facile à déplacer au sol, peut voler très bas, à 70 km/h, et « les radars le détectent mal », analyse Aaron Stein, directeur du programme Moyen-Orient à l'Institut de recherche en politique étrangère (FPRI), à Washington. Surtout, poursuit-il, il occupe « un marché de niche » car les drones américains sont vendus non armés. Les missiles qui l'équipent font l'objet de négociations séparées, en fonction des pays. Mais les Turcs, comme les Chinois, sont moins regardants sur les acheteurs.

En Europe, l'Ukraine en a acheté 36 exemplaires dès 2019 et les a déployés au-dessus du Donbass, dans l'est du pays, provoquant l'ire de Moscou. Kiev en a acquis au moins une douzaine d'autres depuis l'invasion du 24 février. Ces derniers mois, la Pologne, la Slovaquie, la Serbie, l'Albanie, le Kosovo sont entrés en négociations avec Ankara. D'autres pays pourraient vite manifester leur intérêt.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 9

Dans les usines d'assemblage de la compagnie Baykar – contraction de « Bayraktar Kardesler » ou « Bayraktar frères » – dans la grande banlieue d'Istanbul, les équipes d'ingénieurs et de techniciens travaillent d'arrache-pied, depuis une quinzaine d'années, au succès de leur appareil. Cette « success-story », la Turquie la doit particulièrement à un homme, Selçuk Bayraktar. Héritier, avec son frère aîné, Haluk, et son benjamin, Ahmet, de l'entreprise familiale de pièces automobiles, cet ingénieur visionnaire de 42 ans a été formé à l'université de Pennsylvanie aux États-Unis, auprès d'un professeur d'origine grecque, George Pappas, puis au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston.

Il convainc, alors qu'il n'a que 26 ans, un groupe d'officiels turcs d'assister à une démonstration de vol d'un engin conçu par ses soins. « *Beaucoup de mes amis travaillent grâce à des bourses sur des projets militaires américains, aurait alors déclaré le jeune Selçuk Bayraktar. Mais sur quoi vais-je travailler quand je rentrerai en Turquie ? Boeing et Lockheed sont de grandes entreprises. Nous pouvons produire les mêmes systèmes. Et si la Turquie soutient ce projet de drones, en cinq ans, elle peut se retrouver sur le devant de la scène mondiale* », lance le petit génie.

## **Roman national**

L'ambition de Selçuk Bayraktar va rapidement trouver une oreille réceptive. Jusqu'en 2007, la Turquie utilise les drones Reaper et Predator, fournis par les États-Unis pour des missions de surveillance de la guérilla du PKK dans le sud-est de la Turquie. Mais cette coopération patine. Ankara se tourne vers Israël, qui lui procure dix drones Heron en mars 2010. Ces derniers sont utilisés pour préparer le terrain aux bombardements aériens, dans le nord de l'Irak où sont retranchés les rebelles kurdes. Mais là encore, les relations diplomatiques houleuses entre les deux pays, après le coup de sang de Recep Tayyip Erdogan à Davos contre le président israélien Shimon Peres en 2009, vont contrarier le travail des drones au-dessus de la Turquie.

« C'est en réponse à cette situation qu'est arrivé Bayraktar », fait remarquer Aaron Stein. Le décollage du programme coïncide avec l'orientation donnée alors par Erdogan vers une plus grande autonomie de l'armée et de la politique étrangère de la Turquie vis-à-vis de ses alliés occidentaux. « Aujourd'hui, c'est un véritable roman national. Le drone est le symbole de l'industrie militaire turque, il est vendu partout, c'est un sujet prioritaire en politique étrangère », ajoute l'expert. Le pays s'est lancé aussi dans un programme « local et national » pour ses tanks, ses véhicules blindés, ses navires, ses hélicoptères, ses missiles et projette, à terme, de construire son propre avion de chasse.

« La Turquie cherche à améliorer son complexe militaro-industriel, à renforcer son autonomie stratégique et à devenir un fournisseur mondial d'armement », abonde Selim Koru, analyste à la fondation turque TEPAV. « C'est un très bon business. Ce qui se passe en Ukraine leur permet aussi d'amasser des données. Si vous écoutez le gouvernement, cela remplit les objectifs d'indépendance. C'est vrai jusqu'à un certain point », poursuit Selim Koru. Selon ce dernier, le drone TB2 est « un programme des années 2010 », qui correspond à une époque où beaucoup d'ingénieurs se trouvaient en Turquie. « Aujourd'hui, la fuite des cerveaux est significative. Pouvez-vous réaliser de tels projets quand tant de gens talentueux quittent le pays ? Cela sera-t-il possible dans dix ans ? J'en doute. »



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 10



**Selçuk Bayraktar et son épouse Sümeyye Erdoğan, dans un chasseur-bombardier lors de le Teknofest d'Istanbul, en 2018.**

© ARIF HUDAVERDI YAMAN / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Mais Selçuk Bayraktar possède un autre atout de poids. En 2016, le cerveau des drones turcs a épousé Sümeyye Erdoğan, la plus jeune des quatre enfants du président turc. Conseillère de l'ombre, elle est la seule à jouer un rôle politique auprès de son père. Le mariage propulse le jeune ambitieux au cœur du pouvoir. La cérémonie princière organisée à Istanbul rassemble plus de 6 000 invités. Les jeunes mariés ont pour témoins le Premier ministre d'alors, Ahmet Davutoglu, et le chef d'état-major des armées, Hulusi Akar, devenu aujourd'hui le ministre de la Défense. Un véritable mariage d'État.

## **Position de force**

« Être le gendre d'Erdogan est incontestablement un aspect important, il fait partie de la famille, du cercle rapproché », souligne Aaron Stein. « Cela lui a permis de bénéficier de fonds considérables pour développer son industrie », ajoute Selim Kuru. Cela le place aussi en position de force au sein du clan Erdogan, alors que l'autre gendre, Berat Albayrak, n'a pas fait montre d'une grande compétence pour la politique lorsqu'il dirigeait le ministère de l'Économie. « Selçuk a pris le pouvoir au sein de la compagnie Baykar et dans l'industrie du drone. Mais sans le soutien financier de l'État, cela aurait été impossible. Sans soutien politique, il serait resté un génie nu », complète un général de l'armée de l'air turque à la retraite.

La vision stratégique de Selçuk Bayraktar ne se dément pas. Dès 2014, l'armée turque déploie ses premiers appareils, 19 mini-drones, dans la région accidentée située aux confins de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran, ainsi que le long de la frontière syrienne. Les drones américains ou ceux du constructeur Turkish Aerospace Industries (TAI) utilisés jusqu'alors se contentaient de missions de surveillance et transmettaient des données qui devaient ensuite être analysées. Avec le Bayraktar, le temps de réaction se raccourcit, la maîtrise du terrain change de côté. En 2015, un TB2 largue un missile sur une cible située à 8 kilomètres, un premier test réussi qui inaugure un changement de stratégie.

## **Game changer**

L'armée turque, qui en possède près d'une centaine – sans compter ceux qui ont été délivrés aux services de renseignement et aux forces de police –, en a fait la pièce maîtresse de son dispositif contre le PKK. Capable de voler pendant vingt-quatre heures à une altitude de 8 000 mètres, le drone permet de limiter les pertes en hommes. La guérilla perd sa capacité de mouvement dans la région. Elle se retrouve traquée, bombardée.

Le TB2 est-il un « game changer » ? Grâce à lui, le rapport de force s'est inversé dans la guerre que mène la Turquie depuis quarante ans contre le PKK. Des centaines de rebelles, y compris quelques cadres militaires, ont été éliminés grâce à des frappes ciblées.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 11

Au moins 450 ont été tués de la même manière dans le nord de la Syrie entre 2016 et 2018, selon des données officielles, et autant sur le territoire turc. Sur les cinq premiers mois de 2022, selon les statistiques fournies par le Centre d'information du Rojava (la zone kurde syrienne), les drones tueurs ont frappé à 36 reprises en Syrie, faisant plus de 12 morts dans les rangs kurdes.



**Haluk Bayraktar, PDG de Baykar (au c.), est décoré pour sa participation à la destruction de l'équipement de l'ennemi, par Ilham Aliev, président azerbaïdjanais (à dr.), en présence du - président turc Erdogan (à g.), en juin 2021.**

© MUSTAFA KAMACI / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

En Libye aussi, le TB2 a changé la face du conflit. L'intervention turque, pour défendre le gouvernement de transition libyen, a stoppé net l'avancée des rebelles de Khalifa Haftar, qui menaçaient Tripoli, et figé les lignes. En 2020 dans

le Caucase, dans la région disputée du Haut-Karabakh, les drones tueurs turcs ont écrasé la défense antiaérienne arménienne et permis à l'Azerbaïdjan de triompher en reprenant le contrôle d'une partie de la région. Décoré par le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, Selçuk Bayraktar a été accueilli à Bakou en héros.

« La dimension psychologique est très importante », observe Selim Koru. L'arme la plus efficace du drone Bayraktar pourrait bien être sa petite caméra. Les montages vidéo de bombardements ont prouvé leur efficacité en Ukraine. « Ces séquences alimentent la communication de guerre et décuplent l'effet sur le terrain », précise Aaron Stein. Pendant la guerre du Haut-Karabakh, en 2020, les clips de frappes de TB2 étaient diffusés en boucle sur des écrans publicitaires dans les rues de Bakou.

## Vers le TB3

**Le 28 mars, à Istanbul, la compagnie Baykar a présenté Kizilelma, premier prototype de son nouveau drone de - combat furtif.** © BAYKAR / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

« Son point faible était le moteur », note pour sa part l'ancien officier de l'armée de l'air turque Erhan Pamuk. Ce problème est en passe d'être résolu. En 2021, Ankara et Kiev ont signé un contrat pour installer une usine de production du drone à Zaporijia, en Ukraine, en coopération avec le fabricant de moteurs local Ivchenko-





# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 12

Progress. La guerre a rendu l'implantation impossible mais elle a renforcé la coopération. Une centaine d'ingénieurs ukrainiens travailleraient désormais en Turquie aux prochaines étapes.

Selçuk Bayraktar voit plus loin que le TB2. L'avenir, il le prépare depuis des années dans la compagnie où il vit et travaille, « un campus plus vaste que celui de Google », se plaît à dire l'intéressé. Le TB3 – version modernisée du TB2 et conçue pour les missions navales – doit être mis en service cette année. Il équipera le premier navire d'assaut amphibie turc, le TCG *Anadolu*. En mars 2022, Bayraktar a également dévoilé le premier prototype du Kizilelma, un drone de combat furtif, prévu pour 2024. Cela le rapprochera un peu plus de son rêve, celui de mettre au point un véritable avion sans pilote.

## **Une percée en Afrique**

« Partout où je vais en Afrique, on m'interroge sur les drones », jubilait Recep Tayyip Erdogan en 2021, au retour d'une tournée africaine qui l'a mené en Angola, au Nigeria et au Togo. Une vingtaine de pays ont déjà approuvé l'acquisition de ses drones. La Somalie a reçu son premier exemplaire en novembre. Le Rwanda l'utilise pour épauler ses troupes déployées au Mozambique contre les djihadistes. Le Niger a passé commande. La Tunisie a été équipée. Le Maroc en a commandé treize en avril 2021 et six autres en décembre, suivi de près par l'Algérie. En Éthiopie, il a assuré à Addis-Abeba un avantage décisif dans sa guerre contre les rebelles du Tigré.

## **Les leçons de la guerre en Ukraine : vous ne pouvez pas vous cacher et stocker les armes est essentiel**

Par Daniel Michaels | *The Wall Street Journal* - 05 juillet 2022 à 17h45

**Les Etats-Unis et leurs alliés analysent le plus grand conflit européen depuis des décennies. Conclusion : « La cybernétique ne fait pas franchir les rivières »**



**Un convoi de munitions de l'armée russe, lundi en Ukraine.**

*Kyryll Norton/SPUTNIK/SIPA/Kyryll Norton/SPUTNIK/SIPA*

### **BRUXELLES**

Les gouvernements occidentaux se préparent à un conflit prolongé entre la Russie et l'Ukraine, et les chefs militaires s'empressent de tirer les leçons des premiers mois de la plus grande guerre terrestre que l'Europe ait connue depuis près de huit décennies.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 13

La semaine dernière, le président Biden et le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), Jens Stoltenberg, se sont engagés à soutenir les forces ukrainiennes aussi longtemps qu'il le faudra pour que Kiev l'emporte. La durée de ce soutien dépendra en grande partie de la manière dont les combats se dérouleront, alors que les deux belligérants entrent dans une phase d'adaptation.

Les responsables de la défense étudient l'armement, les tactiques, la logistique et d'autres facteurs à la recherche d'informations susceptibles de leur donner un avantage sur le champ de bataille actuel – et dans les conflits à venir.

« Nous observons de près la guerre en Ukraine, et nous sommes déjà en train d'apprendre et de nous adapter », a déclaré le général Patrick Sanders, le nouveau chef de l'état-major britannique, dans un récent discours. « Nous allons repenser la façon dont nous combattons. »

Le conflit est l'objet de toutes les attentions – et est devenu une sorte de laboratoire pour les soldats professionnels - pas seulement parce qu'il s'avère très meurtrier pour les combattants et les civils, ou parce qu'il s'agit de la première grande guerre qui se déroule en temps quasi réel sur les réseaux sociaux.

La guerre en Ukraine est la première depuis des décennies à impliquer des armées aux effectifs importants, plutôt modernes et qui se valent à peu près. Les autres conflits de ces dernières décennies ont soit opposé des forces à la pointe de la technologie à des adversaires moins modernes – comme dans les deux guerres du Golfe et en Afghanistan –, soit été menés à plus petite échelle.

Certaines leçons ne sont pas si nouvelles, comme l'importance d'un leadership fort et de lignes d'approvisionnement résilientes. D'autres le sont : le champ de bataille moderne n'a pas de cachettes ni de frontières. Les drones, la surveillance électronique et l'observation spatiale rendent la dissimulation plus difficile qu'il y a quelques années.

Le général Sanders a déclaré que l'invasion de la Russie montre que « si l'on veut éviter un conflit, il vaut mieux être prêt à se battre ». Les théoriciens militaires affirment qu'il s'agit également d'un douloureux réveil pour les citoyens occidentaux, qui en étaient venus à considérer la guerre comme quelque chose de distant et de technologique, exécuté avec une précision chirurgicale.

Au lieu de cela, le conflit ukrainien est une guerre d'usure dévastatrice, menée à l'artillerie lourde, évoquant les souvenirs des combats des deux guerres mondiales.

« Peut-être que la guerre moderne n'est pas aussi moderne que les gens le pensaient », déclare Billy Fabian, ancien analyste du ministère de la Défense et officier d'infanterie de l'armée américaine, aujourd'hui cadre supérieur chez Govini, une société utilisant la haute technologie pour optimiser la prise de décision chez des clients comme le Pentagone.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 14

« Une offensive de grande échelle est difficile et terrible, avec des pertes énormes », déclare-t-il<sup>15</sup> Lors du sommet annuel de l'Otan la semaine dernière, les responsables ont vanté la valeur de la coopération transatlantique en cas de guerre. Selon les responsables de l'Alliance, cette plus-value est devenue évidente en 2011, lorsque l'Otan est intervenue dans la guerre civile en Libye et que les forces européennes ont dû compter sur les munitions américaines en raison de la faiblesse des stocks.

Les énormes quantités dont dispose la Russie lui ont donné un avantage sur le champ de bataille ces derniers temps, mais certains analystes du renseignement suggèrent que Moscou pourrait maintenant manquer de certaines munitions

Dans le conflit actuel, la coopération va de la fourniture d'armes aux sanctions contre la Russie. L'unité n'a pas vaincu les Russes, mais elle a démultiplié l'impact de l'aide occidentale sur la guerre, affirment les responsables.

Les bombardements incessants des deux côtés ont montré l'importance de disposer de stocks d'armes et de munitions. Les énormes quantités dont dispose la Russie lui ont donné un avantage sur le champ de bataille ces derniers temps, mais certains analystes du renseignement suggèrent que Moscou pourrait maintenant manquer de certaines munitions.

Les alliés occidentaux de l'Ukraine, quant à eux, doivent repenser leur stratégie militaro-industrielle après avoir expédié à Kiev un grand nombre d'armes et de munitions supposées être utilisées par leurs propres forces un jour.

« Une des choses que nous avons apprises avec l'Ukraine est que nous avons besoin de plus d'informations et de transparence en ce qui concerne les stocks », déclare un haut responsable de l'Otan. « Ce que vous pouvez dépenser en quelques jours ou heures prend des semaines à réapprovisionner et des années à construire. »

Les deux belligérants utilisent des drones pour localiser et attaquer leurs objectifs, et les Ukrainiens ont exploité des armes légères et mobiles fournies par les alliés occidentaux pour frapper des cibles russes plus importantes et mieux armées. Mais la plupart des dommages infligés aux deux armées – ainsi qu'aux infrastructures et aux civils ukrainiens – sont dus à des missiles, des roquettes et des bombes utilisés depuis des années.

« Ce que nous voyons est une guerre mécanisée conventionnelle avec des caractéristiques modernes », déclare M. Fabian.

Au cours des premières semaines de la guerre, les Ukrainiens ont défendu leur capitale, Kiev, et d'autres villes des chars et des véhicules blindés russes en utilisant habilement des lance-roquettes portables fournis par les alliés occidentaux.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 15

Alors que certains observateurs ont dit que cette déroute annonçait la mort du char, d'autres ont affirmé que ce qu'elle révélait vraiment était le besoin de manœuvres bien coordonnées impliquant une variété de troupes et d'armes, connues sous le nom de tactiques d'armes combinées.

« Nous allons redoubler notre implication dans les manœuvres d'armes combinées, en particulier dans celles réalisées au cœur de la bataille », déclare le général Sanders de Grande-Bretagne. « Le succès sera déterminé par les armes combinées et la compétence multi-domaine. Et le nombre. » Il affirme que si le facteur numérique est primordial dans les conflits armés, « pour le dire crûment, La cybernétique ne fait pas franchir les rivières. Aucune plateforme, capacité ou tactique ne permettra de résoudre ce problème. »

Selon les tacticiens, les nouvelles approches pourraient inclure une utilisation accrue de petits dispositifs peu coûteux, tels que le Bayraktar TB2 turcs, les drones Switchblade américains et les roquettes mobiles NLAW britanniques.

La surveillance électronique étant désormais omniprésente, les responsables de la Défense cherchent des moyens d'opérer sans émettre de signaux radio. Certains drones de reconnaissance sont envoyés sur des missions prédéfinies et reviennent à la base en emportant des renseignements, plutôt qu'en les transmettant.

La probabilité d'être détecté signifie que des systèmes tels que les roquettes d'artillerie à haute mobilité, ou Himars, que les Etats-Unis fournissent à l'Ukraine, sont de plus en plus précieux. Ils peuvent lancer des attaques et se déplacer avant d'être repérés, ou « tirer et se tirer » dans le langage militaire.

D'autres sont envoyés sur des missions d'attaque prédéfinies. Les solutions de basse technologie des époques précédentes, comme l'utilisation de coureurs dans un champ de bataille urbain, sont également remises au goût du jour.

La probabilité d'être détecté signifie que des systèmes tels que les roquettes d'artillerie à haute mobilité, ou Himars, que les Etats-Unis fournissent à l'Ukraine, sont de plus en plus précieux. Ils peuvent lancer des attaques et se déplacer avant d'être repérés, ou « tirer et se tirer » dans le langage militaire.

La prochaine étape consiste à mieux intégrer ces nouvelles approches, de manière transversale entre les divisions traditionnelles des services militaires, car les anciennes distinctions entre la guerre terrestre, navale et aérienne sont en train de disparaître. Dans un article publié en 2018 dans la revue Joint Forces Quarterly de l'Université de la défense nationale des Etats-Unis, deux officiers supérieurs ont proposé une approche intégrée baptisée « bataille multidomaine ».

Dans ce document, le général David G. Perkins de l'armée de terre et le général James M. Holmes de l'armée de l'air, tous deux à la retraite depuis, proposaient leur approche multidomaine pour surmonter les divisions entre l'armée de terre, la marine et les autres services et « construire l'armée du futur comme une solution convergente et intégrée ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 16

D'autres leçons s'appuient sur une longue expérience. Les forces ukrainiennes ont été surpassées en armes et en nombre, mais elles se sont battues avec acharnement pour protéger leur patrie et ont donc tenu bien plus longtemps et avec plus de succès que ce que de nombreux responsables militaires occidentaux avaient prédit en février.

« La volonté de se battre est décisive », a déclaré M. Stoltenberg de l'OTAN. Il a cité non seulement « l'engagement des troupes ukrainiennes, mais aussi celui du peuple ukrainien à défendre son propre pays ».

Selon les soldats et les responsables de la défense ukrainiens, huit années de formation dispensée par l'Otan et ses membres et les nouvelles structures de commandement qui ont donné plus de pouvoir aux troupes de rang inférieur ont également fait une grande différence.

D'autre part, une phrase datant de la guerre froide, utilisée en référence au grand nombre d'armes non sophistiquées de l'Union soviétique, est toujours d'actualité : La quantité est une qualité en soi.

Les stocks russes de pièces d'artillerie et d'obus ont permis à Moscou de gagner du terrain dans l'est de l'Ukraine ces dernières semaines, alors même que les troupes montrent des signes de démoralisation et d'indiscipline.

## ***Les Occidentaux s'interrogent sur l'efficacité de leurs livraisons d'armes à l'Ukraine***

*Par Daniel Michael, Warren P. Strobel et Gordon Lubold | The Wall Street Journal - 18 juillet 2022 à 12h46*

### ***Si les lance-roquettes américains et d'autres équipements aident les Ukrainiens à lutter contre l'invasion russe, ils n'éliminent pas la perspective d'un enlisement du conflit***

Les armes de pointe occidentales ont donné un coup de pouce à l'Ukraine dans son combat contre la Russie ces derniers temps, mais les dirigeants occidentaux se demandent si elles permettront à Kiev d'inverser la tendance et d'éviter une impasse aussi longue que dévastatrice.

Les lance-roquettes mobiles HIMARS américains et d'autres systèmes envoyés par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Pologne ont commencé à frapper directement des bases russes situées assez loin derrière les lignes de front, provoquant de spectaculaires explosions de dépôts de munitions. Ces frappes sont critiques car les troupes russes ont gagné du terrain dans l'est de l'Ukraine ces dernières semaines en réalisant de nombreux tirs d'artillerie dans des zones relativement denses.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 17

« L'Ukraine frappe désormais avec succès des bases russes en Ukraine, plus loin derrière les lignes de front, et entrave la capacité de la Russie à conduire cette opération d'artillerie », a déclaré [la semaine dernière] un représentant du département de la Défense américain.

Savoir si la destruction des munitions et des centres de commandement russes suffira à saper la capacité de Moscou à faire la guerre en Ukraine reste une question centrale pour les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), qui se sont récemment mis à envoyer des équipements bien plus précis, à plus longue portée et beaucoup plus chers.

« Dans les capitales, on travaille beaucoup à se demander quels sont les systèmes d'armements les plus efficaces à envoyer », explique un haut représentant des renseignements occidentaux, selon qui ces systèmes doivent pouvoir être utilisés immédiatement, sans nécessité d'une longue formation, et être facilement entretenus et réparés pendant les combats.

Si les HIMARS, qui ont une portée d'environ 80 kilomètres, et d'autres systèmes de lance-roquettes multiples qui tirent moins loin ont récemment fait l'objet de toutes les attentions, d'autres équipements comme les munitions, les véhicules blindés pour le transport de troupes et les obus de précision destinés à des mortiers plus traditionnels ont également eu un réel impact.

Les représentants ukrainiens accueillent favorablement les équipements envoyés par les Occidentaux mais en réclament davantage, notamment des systèmes d'artillerie de précision à longue portée, des véhicules blindés, des tanks et des drones pour contrer les systèmes de brouillage de la Russie. « On a définitivement besoin [de drones] – il nous en faut beaucoup » a déclaré Oleksii Reznikov, le ministre de la Défense ukrainien, lors d'une interview.

Les Etats-Unis se sont engagés à fournir 12 HIMARS à l'Ukraine, et tous ne sont pas encore opérationnels dans le pays. Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil de défense et de sécurité national d'Ukraine, a affirmé, dans un entretien la semaine dernière, que si l'Ukraine disposait de 50 HIMARS, « la situation serait totalement différente ».

Si les nouveaux systèmes ne donnent pas des résultats probants à court terme, les Occidentaux pourraient cesser de vouloir en fournir

Pour certains analystes, si les nouveaux systèmes ne donnent pas des résultats probants à court terme, les Occidentaux pourraient cesser de vouloir en fournir. A cause de la guerre, l'Europe occidentale se retrouve confrontée à une hausse des prix de l'énergie et des aliments qui semble destinée à s'aggraver à l'approche de l'hiver. Aux Etats-Unis, l'inflation et les prix de l'énergie feront l'objet de toutes les attentions lors des élections de novembre.

« A mesure que le temps passe, il devient difficile, en Occident, d'envisager de maintenir le type de soutien que nous fournissons depuis six mois », explique Rachel Rizzo, membre non-résident du think-tank Atlantic Council de Washington.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 18

Depuis qu'au printemps, la Russie a modifié sa stratégie d'invasion et s'est détournée de Kiev, la capitale ukrainienne, et d'autres grandes villes, pour attaquer l'est du pays, les armements occidentaux ont permis à l'Ukraine de continuer à se battre et à freiner les avancées russes avec des méthodes auxquelles elle n'aurait pas eu accès toute seule. La Russie a été forcée de limiter ses ambitions mais elle a gagné du terrain et semble capable de continuer d'avancer progressivement derrière ses tirs de barrage.

Les agences américaines de renseignements estiment que la guerre est susceptible de s'enliser « pendant très longtemps », a déclaré Avril Haines, la directrice du Renseignement national à la fin du mois dernier. Selon ce scénario, la Russie continuera à remporter de petits bouts de territoires sans faire de véritables avancées.

Les deux autres scénarios envisageables, selon Avril Haines, impliquent une progression conséquente de la Russie sur le terrain, ou la stabilisation du front par l'Ukraine avec quelques gains territoriaux, probablement autour de la ville méridionale de Kherson.

Les prochaines semaines devraient permettre de déterminer avec davantage de clarté dans quelle mesure les équipements occidentaux de pointe et les frappes de précision sur des cibles russes de grande valeur peuvent changer cette perspective. Certains analystes de renseignements open source décèlent déjà des changements dans les tactiques russes, potentiellement en réponse à une pénurie d'artillerie due aux attaques ukrainiennes.

Pour Rob Lee, membre du think-tank Foreign Policy Research Institute, les HIMARS et autres systèmes du même type ont eu un impact immédiat sur le conflit et ont érodé de manière conséquente l'avantage russe en termes d'artillerie à longue portée, qui avait permis à Moscou de faire des avancées en mai et en juin.

C'est également l'avis des forces ukrainiennes. « Nos véhicules ont frappé avec précision, fait des dégâts et changé le cours de la guerre », explique le lieutenant Valentyn Koval, opérateur d'HIMARS ukrainien.

Les réseaux sociaux russes et les renseignements ukrainiens montrent que les forces russes ont été stupéfiées et démoralisée par la portée et la précision des nouvelles roquettes, difficiles à intercepter. Mais le nombre de systèmes de lance-roquettes de pointe occidentaux disponible reste limité.

« On ne peut pas être partout à la fois, donc le travail avance lentement », déplore le lieutenant Koval.

Ce rythme ralenti pourrait conduire à une guerre d'enlèvement où aucun des deux camps ne serait capable de vaincre l'autre, estiment les analystes. Pour certains, cette situation est à l'avantage de la Russie car le président Vladimir Poutine ne se soucie guère de l'opinion publique et dispose de nombreuses réserves de munitions basiques datant de la Guerre froide, qui pourraient permettre à ses troupes de garder au moins les territoires dont elles se sont emparées.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 19

Cependant, les frappes ukrainiennes longue portée peuvent avoir un énorme impact sur les forces armées extrêmement centralisées de Moscou, estiment les analystes occidentaux. La logistique militaire rigide de la Russie implique qu'elle s'appuie sur d'immenses dépôts de munitions, souvent situés près des lignes de front. Frapper ces dépôts a un impact plus profond sur les opérations russes que les frappes sur des armes individuelles, car des armes sans munition ne sont que de peu d'utilité. Les frappes sur les postes de commandement peuvent également avoir un fort impact sur la structure hiérarchique de la Russie qui s'appuie énormément sur ses plus hauts responsables.

« Quand ils sont atteints, c'est vraiment une grosse perte », explique M. Lee, ancien officier d'infanterie de marine américain qui suit la guerre de près.

La Russie n'a que peu de défenses contre les systèmes occidentaux, dit-il, car ceux-ci peuvent tirer rapidement et être déplacés hors d'atteinte de l'artillerie ennemie. Ils sont capables d'opérer de nuit, ce qui les rend plus difficiles à détecter par les drones russes.

M. Lee affirme que l'arrivée des HIMARS semble avoir aidé à entraver les avancées des Russes. Mais à ses yeux, cela ne signifie pas nécessairement que l'Ukraine sera capable de récupérer ses territoires perdus. Pour cela, dit-il, elle devra rassembler des unités militaires bien entraînées, de l'artillerie et des munitions.

Certains législateurs américains et analystes politiques reprochent à l'administration Biden de ne pas envoyer davantage d'HIMARS en Ukraine, et de ne pas le faire assez vite. Pour M. Lee, il y a un problème plus contraignant encore : celui des munitions pour les HIMARS. « Nous n'en avons pas assez à leur donner », constate-t-il.

Le débat fait rage pour savoir si l'Ukraine doit envoyer des soldats et des officiers se faire former sur ces nouveaux systèmes, en les retirant donc des champs de bataille. Pour l'instant, dit-il, l'Ukraine utilise les roquettes guidées à longue portée à bon escient, en en lançant un nombre limité chaque nuit dans des opérations probablement soutenues par des données fournies par les renseignements américains sur la localisation précise des sites de stockage et des centres de commandement des champs de bataille russes.

Les nouveaux systèmes nécessitent une bien plus grande formation que l'artillerie et les véhicules occidentaux envoyés jusqu'ici ; le rythme auquel l'Ukraine peut les déployer est donc plus lent. Le débat fait rage pour savoir si l'Ukraine doit envoyer des soldats et des officiers se faire former sur ces nouveaux systèmes, en les retirant donc des champs de bataille, privant ainsi les troupes du front d'un soutien vital.

Si les gouvernements occidentaux n'ont fourni qu'un petit nombre de systèmes avancés, c'est aussi parce qu'ils coûtent cher, qu'ils sont limités en nombre et font souvent l'objet de restrictions à l'exportation. Les formalités administratives à Washington et dans d'autres capitales ainsi que les ressources limitées en munitions de pointe entretiennent la frustration des Ukrainiens.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 20

Mario Draghi, le premier ministre italien et l'un des plus fervents partisans de l'envoi d'aide militaire à l'Ukraine, a été confronté à des divisions internes face à la question d'envoyer des armes à l'Ukraine. Un des plus grands partis qui le soutiennent, le Mouvement 5 Étoiles, conteste cette politique en avançant qu'elle empêche de trouver une solution diplomatique à la guerre.

Cette question est un des principaux motifs qui ont conduit M. Draghi à proposer sa démission jeudi 14 juillet, après la décision du Mouvement 5 Étoiles de ne pas participer à un vote de confiance. Le mois dernier déjà, la question de l'envoi d'armes en Ukraine avait débouché sur une scission des 5 Étoiles, dont un tiers des députés, favorable à cette politique, ont fait sécession et formé un nouveau parti.

En Occident, des tensions se créent également au sujet des sanctions imposées à la Russie. Le mois dernier, la Hongrie s'est opposée à la restriction des importations de pétrole russe dans l'Union européenne, et a réussi à obtenir une dérogation en échange de son approbation. Le coût des sanctions occidentales, des contre-mesures russes et de l'impact inflationniste de la guerre a également joué un rôle dans l'échec du président français Emmanuel Macron à remporter une majorité lors des élections législatives du mois dernier.

La mise en place des sanctions a également provoqué des tensions au sein de l'Europe. Berlin figure parmi ceux qui comptent sur Bruxelles pour inciter la Lituanie à relâcher la pression sur les contrôles des cargaisons russes qui traversent l'UE à destination de l'enclave russe de Kaliningrad. L'Allemagne craint que les mesures appliquées par la Lituanie ne déclenchent un conflit direct avec Moscou.

—*Vivian Salama, Stephen Kalin et Alan Cullison ont contribué à la rédaction de cet article.*

## ***La crise ukrainienne met-elle l'Union européenne et ses membres au pied du mur ?***

*ven. 22 juil. à 09:33*

Si la guerre qui se déroule en Ukraine a et aura de multiples conséquences à court, moyen et long terme sur les relations stratégiques et économiques internationales—et pas seulement pour l'Union européenne et ses États membres —, ce conflit a aussi servi de révélateur à tout ce qui ne fonctionnait pas ou plus entre la France et l'Allemagne, contrairement à l'idée reçue selon laquelle la guerre en Ukraine contribuerait à renforcer les liens entre États européens et à faire avancer l'Europe vers plus d'intégration et de cohésion.

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une offensive militaire à l'encontre de l'Ukraine. Cette attaque est survenue trois jours après la reconnaissance de l'indépendance des territoires séparatistes pro-russes du Donbass par Vladimir Poutine. Cette invasion a été unanimement condamnée par les États membres et les institutions de l'Union européenne qui ont pris de multiples sanctions contre la Russie. Elle s'inscrit dans la continuité de l'annexion de la Crimée en mars 2014 et de la création de deux républiques séparatistes, les provinces de Donetsk et de Lougansk, qui forment la région



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 21

industrielle du Donbass. Ces deux territoires se sont autoproclamés « républiques populaires indépendantes », respectivement le 7 et le 27 avril 2014 et sont de facto des protectorats russes. Les axes d'opération développés par l'armée russe depuis fin mars 2022 visent clairement à relier ces différents territoires, expliquant l'acharnement spécifique sur la ville de Marioupol qui est au milieu de ces régions contrôlées par la Russie depuis 2014.

Cette guerre est peut-être le terrain d'apprentissage d'un futur conflit de plus grande envergure, un peu comme la guerre d'Espagne le fut pour la Seconde Guerre mondiale en matière de tactiques et de doctrine d'emploi des équipements militaires. Cette crise a aussi fait prendre conscience à de nombreux pays européens, et en particulier à l'Allemagne, des limites d'une politique internationale basée sur la cordialité et le pacifisme. Ce dernier pays a d'ailleurs annoncé créer un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser son armée.

Il est probable que l'Union européenne ne sorte pas particulièrement renforcée de cette crise, ce qui n'est pas un phénomène nouveau au vu du bilan des crises passées de ces vingt dernières années. La guerre a ramené les pays européens aux principes de base du réalisme dans les relations internationales, en signant le grand retour des théories géopolitiques sur le Rimland et le Heartland (2), un monde où l'Europe n'est qu'une marche de la grande puissance atlantique que restent les États-Unis, face à deux adversaires résolus, la Russie et surtout la Chine.

## **UE : repenser sa vision de la sécurité**

Au premier rang des préoccupations majeures de cette crise pour les États européens figure l'énergie. Pour de nombreux États européens, la menace de perdre l'accès à l'énergie russe est majeure car l'Union européenne importe 40 % de son gaz naturel de Russie, en plus de sa dépendance relative au pétrole, aux bois et aux métaux russes. De nombreux États européens ont des liens commerciaux et d'investissement très importants avec les marchés russes, au premier rang desquels figure l'Allemagne, qui a porté des projets structurants, comme le gazoduc sous-marin Nord Stream, qui amène le gaz de Carélie russe jusqu'aux côtes de l'Allemagne orientale.

Cette question énergétique, thème majeur de discordes entre Européens, est revenue au cœur de tous les débats politiques et économiques avec les multiples tergiversations autour des approvisionnements en gaz et en pétrole russes des pays européens. Comme pour les questions de défense et d'armement, l'Allemagne porte une très lourde part de responsabilité dans le marasme intellectuel européen sur ces questions. Le retrait unilatéral allemand du nucléaire civil en 2011, alors qu'il existait un partenariat de longue date avec la France—sans aucune concertation avec ses partenaires—et ces renoncements multiples face aux intérêts gaziers et pétroliers russes, pour prix de l'abandon du nucléaire civil, ne sont pas sans avoir influencé l'orientation prise par la crise ukrainienne (3). L'opinion publique et la classe politique allemandes commencent d'ailleurs à demander des comptes, même timidement, sur le vrai bilan d'Angela Merkel en matière de relations avec la Russie et d'affaiblissement des intérêts européens.

La publication, le 25 avril 2022, du rapport sur les liens entre métaux stratégiques, métaux critiques et transition énergétique d'Eurométaux (4)—l'association européenne des producteurs de métaux—est aussi venue rappeler que l'Union européenne avait besoin, pour ses technologies liées à la



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 22

transition énergétique comme pour toutes ses autres industries, de matières premières exploitables à un coût économiquement raisonnable. Mais, ces ressources n'existent pas aujourd'hui sur les territoires de ses États membres, ou, du moins, ne sont pas connues ou pas exploitables au vu de la faiblesse de l'industrie minière de ce continent. La Grèce, la Finlande, la Suède et l'Espagne maintiennent des productions de métaux utiles aux industries européennes, mais la palette exploitée n'est ni suffisamment large ni suffisante pour faire face aux besoins européens. Il faut donc se tourner vers le monde extérieur et il n'existe en réalité qu'une quinzaine de pays à travers le monde qui disposent de ressources minières permettant de couvrir les besoins en métaux contemporains, au premier rang desquels se trouve la Russie, à supposer toutefois que la demande mondiale ne s'emballer pas.

Au vu des besoins mondiaux en lithium, en cuivre, en terres rares, en molybdène, ou en niobium, pour ne citer que ces métaux, la Russie, tout comme l'Ukraine ou le Kazakhstan d'ailleurs, faisait partie de ces pays qui étaient de facto des partenaires naturels de l'Union européenne. Au moins à court et à moyen termes, cette perspective a volé en éclats avec une Russie sous embargo et certainement peu encline à renouer le dialogue sur un sujet où elle dispose de multiples clients potentiels, la Chine et l'Inde au premier chef. La guerre en Ukraine ne fera donc que plus encore précipiter la Russie dans les bras de la Chine, politique que craignait pourtant au plus haut point Vladimir Poutine qui souhaitait conserver un équilibre entre ses intérêts à l'ouest et à l'est.

La France, comme tous les États membres de l'Union européenne, devra donc s'attacher à revoir sa pensée stratégique et industrielle. Cela implique de revoir très clairement la sécurité de nos territoires—un concept mis en valeur du 29 au 31 mai 2018 lors des premières Assises de la sécurité globale des territoires de Lyon (5) sur des thématiques aussi diverses que la protection des intérêts industriels et technologiques des régions françaises, la diffusion de technologies liées à la transition énergétique et tous les thèmes qui visent à réduire l'état d'extrême faiblesse industrielle de la France que la crise de la Covid-19 et la guerre en Ukraine n'ont fait que révéler au plus grand nombre. Et parmi les questions les plus brûlantes figure celle de la relation de la France avec l'Allemagne, particulièrement mise à mal ces dernières années et plus encore depuis le déclenchement de la crise ukrainienne.

## **Le couple franco-allemand, grand perdant de cette crise ?**

Les quinze dernières années qui se sont écoulées ont été marquées par l'émergence de difficultés multiples entre la France et l'Allemagne, peu perçues par les opinions publiques tant la méconnaissance des deux pays l'un pour l'autre est devenue profonde, alors que la relation bilatérale entre ces deux voisins est souvent considérée comme l'un des piliers les plus stables de la galaxie diplomatique européenne. Depuis la création des premières communautés européennes dans les années 1950, la France a fait de cette relation l'un des axes majeurs de sa politique étrangère, au point d'en oublier régulièrement que les intérêts des deux États pouvaient prendre des trajectoires divergentes et même radicalement opposées dans bien des domaines particulièrement stratégiques (énergie, défense, espace, etc.). La signature du traité de l'Élysée le 22 janvier 1963—texte destiné à sceller la réconciliation historique entre la France du général de Gaulle et l'Allemagne fédérale du chancelier Konrad Adenauer—avait pourtant été suivie d'un brutal rappel à l'ordre de ce



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 23

qu'étaient les intérêts vitaux de l'Allemagne d'après-guerre, montrant à quel point cette relation pouvait être basée sur de profonds malentendus.

En effet, le 15 juin 1963, le Bundestag ratifia le traité de l'Élysée en ajoutant un préambule qui mettait à bas les principes défendus par la France lors de sa signature et qui rappelait en fait ce que l'Allemagne considérait désormais comme ses intérêts les plus vitaux, à savoir : l'étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique ; la nécessaire admission du Royaume-Uni dans ce qui était alors la Communauté économique européenne (il est admis le 1er janvier 1973 pour finalement quitter l'Union européenne le 31 janvier 2020 à la suite du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016) ; l'existence d'une défense commune dans le seul cadre de l'Alliance de l'Atlantique nord (et non d'une défense européenne indépendante des États-Unis) ; et enfin, l'existence d'une politique commerciale faisant de l'Atlantique nord un espace économique unifié, contrairement à la volonté du général de Gaulle de faire de l'Europe une « grande puissance » économique indépendante des États-Unis.

Les Allemands, dans ce préambule du 15 juin 1963, ont tracé leurs lignes rouges et la crise ukrainienne est venue rappeler que la plus belle amitié du monde devait tenir compte de réalités géopolitiques bien plus conséquentes qu'une simple volonté de faire de l'axe franco-allemand la clef de voûte d'une construction européenne de moins en moins en cohérence avec ce que voulait en faire la France dans les années 1960 et 1970. N'ayant pas conceptualisé de véritable alternative à la relation franco-allemande parmi ses intérêts diplomatiques les plus stratégiques, ses difficultés budgétaires, industrielles et politiques des trente dernières années ont conduit la France dans une sorte d'impasse politique et diplomatique que la crise ukrainienne ne fait aujourd'hui que souligner.

La crise ukrainienne a montré que la défense européenne, du moins dans l'approche française traditionnelle, n'existait pas et que l'Allemagne, comme les autres États européens, s'abritait sous le parapluie de l'OTAN, avec les États-Unis comme grande puissance protectrice. De fait, l'OTAN est l'outil de défense de l'Europe, et les États-Unis sont, depuis 1945, le passager clandestin de la défense européenne. Les États-Unis représentent à eux seuls plus de 2,5 fois les budgets de défense de tous les autres États membres de l'OTAN, y compris la France. Ils sont donc les leaders naturels de l'Alliance atlantique, et la crise ukrainienne est venue rappeler à la France qu'il n'existait pas de défense européenne et qu'elle n'était franchement pas à l'ordre du jour, ni aujourd'hui ni demain.

La France avait la volonté de faire exister une défense européenne « autonome », en s'appuyant sur des institutions européennes comme l'Agence européenne de défense (AED), l'Organisation conjointe de coopération d'armement (OCCAR), différentes structures de l'Union européenne comme la direction générale de l'industrie, de la défense et de l'espace (DEFIS)—qui dirige les activités de la Commission européenne dans ces secteurs industriels—et sur des outils comme le plan en matière de sécurité et de défense du Conseil européen approuvé en décembre 2016, ou les coopérations structurées permanentes (CSP)—destinées à renforcer la coopération en matière de défense entre les États membres désireux d'approfondir ce type de coopération.

Mais ces structures et ces outils ne peuvent pas s'opposer aux lourdeurs stratégiques que la crise ukrainienne est venue renforcer.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 24

Sans même parler des guerres commerciales et industrielles de haute intensité que se livrent la France et l'Allemagne sur les marchés mondiaux des frégates et des sous-marins à propulsion diesel-électrique, les partenariats industriels de défense franco-allemands, déjà sujets à questionnements depuis de nombreuses années, sont les premières victimes de la guerre en Ukraine, avec les États-Unis en embuscade.

En fait, la France et l'Allemagne s'étaient engagées depuis plusieurs années sur un ensemble de programmes militaires ambitieux, visant à les doter, avec certains de leurs partenaires industriels traditionnels, comme l'Espagne, de capacités modernisées et visant à répondre à certains des principaux défis de sécurité du XXI<sup>e</sup> siècle en matière capacitaire. Parmi ces différents programmes franco-allemands, auxquels s'agrègent des pays tiers, on peut citer la version Mark III de l'hélicoptère de combat Tigre, le programme d'avion de patrouille maritime MAWS (Maritime airborne warfare system) qui devait prendre la succession de l'Atlantic 2, le drone européen Eurodrone porté par Airbus, le char de combat de nouvelle génération dit MGCS (Main ground combat system) entre le Français Nexter et l'Allemand Krauss-Maffei Wegmann (KMW) (6), ou encore le projet de futur avion de combat de cinquième génération intégré au SCAF—ou Système de combat aérien du futur—entre Dassault et Airbus Allemagne (7), lancé le 13 juillet 2017 et a priori approuvé par la Commission du budget du Bundestag le 23 juin 2021.

Mais la crise russo-ukrainienne est venue bouleverser ce qui était de toute façon, bien avant le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, un objet récurrent de tensions entre Français et Allemands. De fait, pour préserver ses intérêts industriels aux États-Unis ou en Chine dans différents domaines d'activité (l'automobile en particulier), l'Allemagne est sous très forte pression américaine, depuis l'élection de Joe Biden, pour acheter des équipements sur étagère et est en train de brader les coopérations industrielles franco-allemandes (8) au prix de sa sécurité industrielle.

Pour reprendre dans l'ordre les programmes énumérés plus haut, la version Mark III de l'hélicoptère Tigre a été lancée le 5 mars 2022, sans l'Allemagne. L'OCCAR a notifié un contrat à Airbus Helicopters pour le développement, la production et le soutien initial du programme Tigre Mark III au nom de la Direction générale de l'armement (DGA) pour la France et de la Dirección general de armamento y material (DGAM) pour l'Espagne. L'Allemagne pourrait acheter en lieu et place du Tigre Mark III l'hélicoptère de combat AH-64E Apache (9). En plus de l'Apache, début avril 2022, le constructeur américain Sikorsky, filiale du groupe Lockheed Martin, a dévoilé son offre pour le programme « Schwerer Transporthubschrauber » (STH), qui vise à doter les forces armées allemandes de 44 à 60 hélicoptères de transport lourd pour remplacer ses CH-53G « Stallion » qu'elles utilisent depuis les années 1970.

Sur MAWS, après l'accord d'exportation de cinq appareils donné par le département d'État le 12 mars 2021, l'Allemagne s'est engagée dans la signature d'un contrat de 1,43 milliard d'euros avec Boeing pour équiper sa marine de cinq patrouilleurs maritimes P-8A Poseidon (10)—une décision

qui met très gravement en danger l'existence même de MAWS et qui a contraint la France, le 7 juillet 2021, à se lancer dans un projet indépendant basé sur l'avion d'affaires Falcon 10X de Dassault Aviation, en coopération avec Thales.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 25

Sur Eurodrone, la branche allemande d'Airbus a pesé de tout son poids pour écarter le français Safran et son moteur Ardiden le 25 mars 2022 pour la future propulsion de ce drone MALE et lui préférer General Electric, qui propose un moteur dérivé du Catalyst, et plus précisément quatre de ses filiales en Europe, dont Avio en Italie. Cette situation a contraint la ministre française des Armées, Florence Parly, et son homologue espagnole, la ministre de la Défense Margarita Robles, à déclarer le 28 mars 2022 : « Si au moment où les pays de l'Union européenne décident de renforcer leurs investissements, le paradoxe serait que ces investissements bénéficient principalement à des industries non européennes. Il faut donc que cet argent des Européens serve à ces industries européennes, à grandir, développer des technologies souveraines. »

Sur le projet de blindé MGCS, la messe n'est pas dite à ce stade, mais la guerre que se livrent l'allemand Rheinmetall et le français Thales pour la maîtrise d'œuvre de la fonction système de systèmes MILSA (MGCS industrial lead system architecture), qui doit mettre de la cohérence dans tous les systèmes et sous-systèmes du programme MGCS et les intégrer, dans un contexte de retour de la guerre des blindés en Ukraine, pourrait rebattre toutes les cartes du programme MGCS, voire menacer l'existence de ce programme.

Enfin, sur le projet SCAF, la décision de l'Allemagne prise le 14 mars 2022 et annoncée par la ministre de la Défense, Christine Lambrecht, d'acheter 35 avions de combat F35 JSF à Lockheed Martin est certainement venue donner le coup de poignard dans le dos à ce projet franco-allemand— au nom, entre-autre, de l'urgente nécessité de s'équiper d'avions emportant des charges nucléaires américaines, en réponse à une éventuelle menace nucléaire russe. Acheter ce type d'avions, avec toutes les infrastructures et la logistique qui vont avec, c'est en fait s'équiper pour au moins trente ans. Il est donc bien difficile d'imaginer où pourrait se loger le projet SCAF dans un tel agenda.

Conséquences pas tout à fait inattendues de la guerre en Ukraine, la politique stratégique russe a donc non seulement réussi à sortir pour longtemps l'OTAN de « sa mort clinique », mais elle a aussi sonné l'hallali des coopérations majeures d'armement franco-allemandes déjà fort mal en point depuis quelques années, loin des mythes d'un couple franco-allemand moteur de l'Europe.

Au-delà des questions militaires liées aux opérations russes et aux conséquences qu'il faudra rapidement tirer en matière de capacités opérationnelles et de doctrines d'emploi, la crise ukrainienne oblige à repenser la sécurité globale de l'Europe et à se préoccuper au premier chef de son approvisionnement en matières premières et en biens industriels. Comme toute crise, la guerre en Ukraine aura des conséquences multiples et contrastées pour les pays européens. La conséquence la plus évidente est de redonner une légitimité à l'OTAN, que l'organisation n'avait en fait jamais vraiment perdue mais que certains croyaient dépassée. La seconde conséquence est d'obliger à complètement repenser les politiques énergétiques européennes en matière de sources d'approvisionnement et de mix énergétique. Enfin, comme je pense l'avoir expliqué dans cet article, il est temps de se pencher sur l'état de la relation franco-allemande et de réaliser que l'Allemagne n'est pas forcément notre meilleur allié.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 26

## **Notes**

- (1) L'auteur s'exprime à titre personnel et ne représente le point de vue d'aucune institution.
- (2) Ces théories sont nées des concepts géostratégiques de Nicolas John Spykman sur le Rimland et d'Harald John Mackinder sur le Heartland. Voir l'ouvrage d'Olivier Zajec, Nicolas Spykman, l'invention de la géopolitique américaine, Sorbonne Université Presses, 2016.
- (3) Je renvoie à mes articles disponibles en ligne sur la question russe et l'énergie, entre autres : « Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique », Russie.Nei.Visions, IFRI, n°17, mars 2017 ([https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_Gazprom\\_paillard\\_francais\\_mars2007.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_Gazprom_paillard_francais_mars2007.pdf)) et « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspective », Revue internationale et stratégique, IRIS, n°84, 2011/4, pp. 85-93 (<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-4-page-85.htm>).
- (4) KU Leaven, « Metals for Clean Energy : Pathways to solving Europe's raw materials challenge », avril 2022 (<https://eurometaux.eu/media/jmxf2qm0/metals-for-clean-energy.pdf>) : ce rapport rappelle à quel point les pays européens auraient besoin de s'organiser pour leurs ressources stratégiques.
- (5) Voir le site du Cerema (<https://www.cerema.fr/fr/evenements/1eres-assises-securite-globale-territoires>).
- (6) Voir l'annonce du lancement de ce projet sur le site de Nexter publiée le 20 juin 2018 (<https://www.nexter-group.fr/actualites/nos-dernieres-actualites/kmw-et-nexter-unissent-leurs-forces-sur-le-futur-systeme-de>).
- (7) Le projet est un ensemble de systèmes d'armes aériennes interconnectés. Il est présenté le site de la Revue de la Défense Nationale (<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article-cahier.php?carticle=104&cidcahier=1182>).
- (8) Le journaliste Michel Cabirol ne cesse depuis plusieurs années d'expliquer ce problème, comme le montre son article « Mais que va répondre la France challengée par l'Allemagne dans la défense ? », La Tribune, 22 mars 2022 (<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/mais-que-va-repondre-la-france-challengee-par-l-allemande-dans-la-defense-906583.html>).
- (9) Gareth Jennings, « Berlin Security Conference 2021 : Germany shows interest in Apache gunship », Janes, 24 novembre 2021 (<https://www.janes.com/defence-news/air-platforms/latest/berlin-security-conference-2021-germany-shows-interest-in-apache-gunship?fr=operanews>) : la Bundeswehr serait tentée par la solution américaine, en particulier par l'Apache, ce qui a été confirmé par le constructeur Boeing le 20 novembre 2021 et lors de la Berlin Security Conference des 24 et 25 novembre 2021.
- (10) Le Poseidon, qui est un Boeing 737-800ERX militarisé, est déjà produit et équipe six forces armées. [arenion24.news](https://www.arenion24.com/news)

***EXCLUSIF. « L'Iran est la plus grande menace au Moyen-Orient »***

***ENTRETIEN. Chef du commandement central de l'armée américaine de 2019 à 2022, le général Kenneth McKenzie vient de prendre sa retraite militaire. Il se livre au « Point ».***



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27



**Le général Kenneth McKenzie, ici en mars 2022, est désormais à la tête de l'Institut de sécurité mondiale et nationale de l'Université de Floride du Sud.**

© CNP/NEWSCOM/SIPA / Newscom / CNP/NEWSCOM/SIPA  
Propos recueillis par Armin Arefi - Publié le 30/06/2022 à 15h42

Il a été le plus haut gradé américain au Moyen-Orient. Chef du commandement central de l'armée américaine (Centcom), chargé des opérations militaires des États-Unis dans la région, de 2019 à 2022, le général Kenneth F. McKenzie a dû gérer un nombre impressionnant de crises : attaques contre le cœur des installations pétrolières saoudiennes en septembre 2019, retrait américain de Syrie en octobre 2019, assassinat par les États-Unis du général iranien Qassem Soleimani en janvier 2020, départ d'Afghanistan en août 2021, attaques contre Abou Dhabi en janvier 2021...

Après quarante-trois années de service, cet ancien officier d'infanterie du Corps des Marines a pris sa retraite le 1<sup>er</sup> avril dernier. Désormais à la tête de l'Institut de sécurité mondiale et nationale de l'université de Floride du Sud, il se livre au *Point* dans un entretien exclusif.

**Le Point : Quelle est, selon vous, la plus grande menace au Moyen-Orient ?**

**Général Kenneth F. McKenzie :** J'ai été assez clair, depuis maintenant plusieurs années, sur le fait que la menace la plus significative à laquelle font face les États-Unis et la région est l'Iran, ses velléités expansionnistes, son utilisation de forces par procuration, d'armes aussi bien à ciel ouvert que de manière cachée, dans le but de s'affirmer dans la région.

**Est-ce à dire que la menace iranienne est supérieure aux yeux des États-Unis à celle représentée par les groupes djihadistes sunnites dans la région ?**

Je ne souhaite pas du tout minimiser la menace représentée par la violence extrémiste dans la région, qui est réelle. Mais nous avons travaillé très dur au cours des dernières années pour décapiter ces organisations lorsque nous avons l'opportunité de le faire, et nous continuerons à agir de la sorte. Mais je pense que la plus grande menace actuelle est l'Iran.

**La presse américaine a révélé dernièrement que des réunions secrètes avaient eu lieu dans la ville égyptienne de Charm el-Cheikh dans le but de vous coordonner avec vos alliés, arabes et israéliens, face à la menace représentée par les drones iraniens. Pouvez-vous nous en dire davantage ?**

Je ne peux vous parler des rencontres que vous évoquez. Mais je peux en revanche vous dire que le commandement central a tenté de faire de son mieux pour l'intégration des différentes capacités de défense aérienne de la région contre ce qui demeure aujourd'hui une menace très pressante en provenance d'Iran, un travail qui a récemment connu une accélération.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 28

Et je pense que nos amis au Moyen-Orient le reconnaissent également. Je pense par exemple que le fait qu'Israël soit désormais intégré à la zone de responsabilité du commandement central américain accélère ce phénomène. J'estime par ailleurs que les accords d'Abraham (la normalisation des relations entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn en septembre 2020) envoient le signal selon lequel ce désir s'est renforcé. Nous souhaitons aider nos amis dans la région, de quelque manière que ce soit, à se protéger contre les missiles balistiques iraniens, leurs missiles de croisière d'attaque terrestre, et bien sûr leurs appareils aériens sans pilote, qui représentent une vraie menace.

**Justement, le manque de soutien américain à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis après qu'ils ont été la cible d'attaques iraniennes n'a-t-il pas provoqué de dissensions avec ces deux pays ?**

Nous travaillons très étroitement avec l'Arabie saoudite comme avec les Émirats arabes unis pour répondre à leurs besoins en termes de défense. Et vous savez, tout dialogue de ce type entraîne de nombreux échanges, dont la majorité sont réalisés au-delà du niveau militaire. En ce qui concerne cet aspect, je peux vous dire que nous avons conservé une relation militaire très forte avec ces deux pays, qui s'est maintenue et qui durera.

**Mais l'absence de réponse américaine à l'attaque contre le site pétrolier saoudien d'Abqaiq en 2019, ou contre la ville émirienne d'Abou Dhabi en janvier 2021, a été vécue comme un choc par ces deux pays...**

Je pense au contraire que dans les deux cas, les États-Unis ont répondu de manière robuste pour aider aussi bien l'Arabie saoudite à la suite de l'attaque dont elle a été victime, que les Émirats arabes unis lorsqu'ils ont été visés à leur tour. Maintenant, lorsque vous vivez dans la région, vous souhaiteriez que nous en fassions probablement davantage, ce qui est très rationnel. Mais les États-Unis n'ont pas de ressources illimitées. Donc nous devons faire très attention à l'endroit où nous les utilisons, ce que nous avons d'ailleurs réalisé avec ces deux pays. J'ajouterai enfin que les États-Unis ont la capacité de déplacer leurs forces très rapidement lorsque cela est nécessaire.

**Est-il légitime que les pays arabes du Golfe s'inquiètent d'un retrait américain de la région ?**

Les États-Unis doivent faire face à la réalité de l'essor de la Chine, nous devons nous confronter à la réalité d'une Russie extrêmement irresponsable et nous devons par conséquent ajuster la posture de nos forces dans le but de répondre à ces deux défis en même temps. Nous sommes une puissance mondiale et nous n'allons négliger aucune autre partie du monde. Donc oui, des forces ont été ajustées. Mais nous continuons à travailler très étroitement avec nos amis dans la région dans le but de calibrer les forces nécessaires à la dissuasion contre la moindre attaque de l'Iran, et pour les protéger contre le retour de la violence extrémiste. C'est un dialogue constant qui se tient aussi bien au niveau local que militaire.

**Des négociations indirectes entre l'Iran et les États-Unis ont actuellement lieu au Qatar dans le but de trouver une issue à la crise du nucléaire iranien.**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 29

## **Mais les pourparlers sont toujours dans l'impasse. La République islamique est-elle sur le point de devenir un « État du seuil » nucléaire ?**

Je ne connais vraiment pas la réponse à votre question. D'après ce que j'en lis dans les journaux, l'Iran serait assez proche de la bombe. Mais n'oubliez pas que le fait d'avoir assez de matière fissile pour fabriquer une bombe n'est pas la même chose que d'avoir une arme nucléaire qui puisse fonctionner. Il est encore nécessaire de réaliser beaucoup d'ingénierie pour arriver à cette fin. La politique des États-Unis est que l'Iran ne possède pas d'arme atomique. Selon moi, la meilleure façon d'y arriver est probablement de conclure une sorte d'accord politico-diplomatique. Mais le but des États-Unis reste d'empêcher l'Iran de posséder une arme nucléaire.

## **Cela signifie-t-il que les États-Unis seraient prêts à participer à des frappes contre les sites nucléaires iraniens en cas d'échec de la diplomatie ?**

Ceci est une très bonne question à poser à un dirigeant politique, pas à un militaire. Je vous le répète, je pense que le meilleur moyen d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire est la négociation. Mais je sais également que la menace d'un Iran nucléaire est vraiment réelle, et que personne ne le ressent mieux que l'État d'Israël. Mais nous ne devrions pas oublier pour autant la menace représentée par les missiles balistiques iraniens. Celle représentée par leurs missiles de croisière d'attaque terrestre, dont le nombre a augmenté de façon exponentielle au cours des cinq à sept dernières années. Il ne faut pas se concentrer uniquement sur leur programme nucléaire, de sorte que l'on oublie les autres activités agressives et déstabilisatrices entreprises par l'Iran.

## **Et quelle est, selon vous, la meilleure manière d'amener l'Iran à changer de comportement dans la région ?**

Un système intégré de défense aérienne antimissile est une manière d'y répondre. Mais il est primordial de maintenir un prix à payer élevé pour chaque action de l'Iran, de sorte que lorsqu'il évalue son attaque, le gain potentiel qu'il compte en tirer soit insuffisant face au coût et aux dommages qui lui seront infligés. La meilleure façon de réaliser cela est un accord de coopération entre tous les pays voisins de la région qui sont menacés, et qui seront plus forts s'ils réfléchissent et agissent ensemble. J'y crois très fermement.

## **Les accords d'Abraham sont-ils selon vous le meilleur moyen d'accéder à la paix dans la région ?**

Vous savez, il y a beaucoup de façons d'accéder à la paix dans la région. Maintenant, je pense que tout accord qui rassemble des peuples qui ont longtemps été ennemis est une bonne chose, que ce soit entre Israël et les Émirats arabes unis, ou toute autre nation dans la région.

## **Cette paix ne se fait-elle pas au détriment de la résolution du conflit israélo-palestinien, dont le sort ne semble pas être une priorité de l'administration américaine ?**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 30

Nous devons trouver une manière de résoudre ce problème. Mais je vous invite à vous adresser au Département d'État sur cette question.

**L'Arabie saoudite collaborant déjà avec Israël sur le plan sécuritaire, ce pays pourrait-il être le prochain État arabe à normaliser ses relations avec l'État hébreu ?**

Je ne pourrai répondre à cette question, il faut demander aux Saoudiens.

**Malgré les demandes américaines, Riyad se montre réticent à augmenter sa production de pétrole pour faire baisser les cours du brut. Les États-Unis possèdent-ils encore des leviers de pression sur leurs alliés de la région ?**

Je peux vous dire, d'après ma longue expérience dans la région, que les États-Unis restent le partenaire préféré et de choix pour tout le monde dans la région. Si un pays peut trouver une façon de s'aligner avec les États-Unis, il le fera. Mais cela ne signifie pas pour autant que cet État n'entreprendra pas de relation avec la Chine ou la Russie. Nous le savons et nous le comprenons, mais je reste persuadé que tous ceux qui en ont le choix veulent tout d'abord être liés avec les États-Unis. Donc, pour répondre à votre question, je pense que nous disposons de leviers dans la région et qu'ils ne sont pas près de disparaître.

**Vous étiez aux affaires lors du chaotique retrait américain d'Afghanistan. Ne regrettez-vous pas cette décision lorsque vous voyez que les talibans font régner la terreur dans le pays ?**

Ce qui arrive actuellement en Afghanistan est exactement ce que nous avons prédit si nous quittons précipitamment le pays. Nous avons eu l'opportunité d'en parler, et la décision a été prise de se retirer très rapidement et de tout sortir du pays. Ce que nous voyons aujourd'hui en Afghanistan en est la conséquence naturelle et inévitable.

**De la même manière, estimez-vous que la soudaine décision américaine de se retirer du nord-est de la Syrie au détriment des forces kurdes qui avaient combattu Daech était une erreur ?**

Les États-Unis possèdent toujours un nombre significatif de forces en Syrie, et nous travaillons toujours avec nos partenaires kurdes contre les résidus de Daech. Nous sommes toujours sur place et nous avons un rôle à jouer. Nous travaillons toujours à empêcher cette organisation de s'emparer de territoires et de développer la capacité d'attaquer les États-Unis.

**En Europe, le processus d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan vient d'être finalement lancé à l'occasion du sommet de Madrid. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a-t-elle d'une certaine manière ressuscité cette organisation dont le président Macron avait dit qu'elle était en état de « mort cérébrale » ?**

Je pense que l'invasion russe de l'Ukraine a fait davantage pour revitaliser l'Otan que tout ce qui est arrivé durant ma carrière professionnelle au cours des dernières décennies.



## ***Vers une nouvelle ère de militarisation (et d'instabilité ?) en Indo-Pacifique***

Si la militarisation de l'Indo-Pacifique, caractérisée par des dépenses militaires croissantes et la modernisation des forces armées régionales, est une tendance structurelle de l'après-Guerre froide, soutenue par un fort développement économique, elle est en train d'évoluer de manière substantielle. Au cœur de cette nouvelle dynamique se trouvent bien entendu la Chine et sa puissance grandissante, ainsi que l'intensification de ses activités militaires conjointes avec la Russie et l'attitude belliqueuse de la Corée du Nord, qui menacent la sécurité nationale de nombreux États. Cependant, la cause directe de cette évolution, qui laisse entrevoir une véritable course aux armements à l'échelle régionale, est à chercher de l'autre côté de l'océan Pacifique, aux États-Unis.

Le déclin relatif du pays par rapport à la Chine, et l'attitude de plus en plus agressive de cette dernière, ont poussé Washington à adapter son système d'alliances, le faisant passer d'une structure en étoile à une structure en réseau. La configuration en étoile s'articulait autour de la suprématie militaire américaine, acheminée dans le théâtre asiatique par des alliances bilatérales, alors que le modèle en réseau repose en grande partie sur les synergies entre les différents alliés américains en Indo-Pacifique. L'efficacité de cette structure en réseau quant à la dissuasion de comportements agressifs ou révisionnistes dépend largement de la disposition de chacun de ces alliés à jouer un rôle proactif dans les dynamiques de sécurité régionales. Afin de leurs permettre de s'impliquer davantage, les États-Unis augmentent leur soutien au renforcement des armées sud-coréennes, japonaises et australiennes, principaux partenaires dans la région. Plus important encore, Washington lève progressivement son veto à des programmes d'armements sensibles, qui permettent une projection de la puissance militaire accrue de la part des alliés, au risque d'une déstabilisation de l'architecture régionale. Les dynamiques de militarisation évoluent. L'Indo-Pacifique entre dans une nouvelle ère.

L'obsolescence programmée du système d'alliances en étoile La rapide matérialisation de la Guerre froide en Asie, lors de la guerre de Corée, marque le début de la mise en place par Washington d'un système d'alliances bilatérales, à commencer par celles avec les Philippines et le Japon en 1951 pour ensuite s'étendre à la Corée du Sud en 1953 et à Taiwan en 1954. Ce système d'alliances en étoile (« hub-and-spokes »), dont les États-Unis occupaient le moyeu alors que leurs alliés en constituaient l'extrémité des rayons, avait pour objectif principal d'endiguer la propagation de l'idéologie communiste tout en permettant à Washington de garder un certain contrôle sur les politiques de défense alliées.

Les États-Unis faisaient en sorte que leurs alliés soient dotés de capacités militaires adéquates en vue de leurs rôles spécifiques dans le système d'alliances. Par exemple, tandis que le Japon se concentrait sur la maîtrise des détroits entourant les mers d'Okhotsk et de Chine orientale, la Corée du Sud avait pour mission première de contrer la Corée du Nord et ses soutiens soviétique et chinois sur le continent. Sous d'autres latitudes, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, membres du traité trilatéral ANZUS de 1951, exception à l'orientation bilatérale de la politique d'alliance américaine, s'attelaient à garder la mainmise sur le Pacifique Sud. Ces alliés mettaient également une partie de



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 32

leur territoire à disposition des forces armées américaines, permettant à ces dernières de projeter leur puissance à travers l'Indo-Pacifique.

Cette puissance était supposément suffisante pour défendre les intérêts américains, contrairement au théâtre européen où Washington avait besoin de la coalition de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord pour faire face à la menace soviétique. Le fait que les États-Unis pensaient pouvoir contenir l'idéologie communiste par la projection de leur propre puissance, à partir de bases avancées en Indo-Pacifique, est reflété par la guerre du Viêt Nam, bien que son déroulement et son issue aient démontré les limites de cette stratégie.

Les armées alliées en Indo-Pacifique pouvaient donc être cantonnées à des missions spécifiques, avec l'assistance des États-Unis. Cette configuration mettait les alliés, largement isolés les uns des autres, dans une position de dépendance conséquente vis-à-vis des Américains s'agissant de leur sécurité nationale, assurant à Washington une importante influence sur leurs processus de prise de décision. Les États-Unis minimisaient ainsi le risque d'être entraîné par leurs alliés dans des conflits indésirables, risque intrinsèque aux jeux d'alliance, mais qui s'avère moins aigu au sein d'associations asymétriques.

Concernant les programmes d'armements de ses alliés, ce système en étoile amenait Washington à soutenir ceux considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, tout en bloquant l'accès à certaines technologies de pointe qui auraient pu affaiblir sa mainmise sur ces pays et déstabiliser les dynamiques régionales. Un bon allié était alors suffisamment fort pour résister à ses adversaires, mais assez faible pour devoir dépendre en partie du soutien américain, et ce surtout quant à la projection de la puissance militaire. Dans l'Indo-Pacifique de l'après-Guerre froide, le système d'alliances américain traditionnel est atteint d'obsolescence programmée. En effet, le manque de synergies interalliées inhérent à sa structure en étoile et les restrictions sur les programmes d'armements alliés ne permettent pas de parer à des menaces grandissantes et de plus en plus concrètes.

Les forces armées chinoises se sont considérablement modernisées au cours des trente dernières années, stimulées par un budget de la défense en constante expansion qui a atteint 207 milliards de dollars en 2021, soit 42,5% des dépenses militaires en Indo-Pacifique, contre 10,1% pour le Japon et 9,6% pour la Corée du Sud, selon l'International Institute for Strategic Studies. Parallèlement, la Chine a adopté une attitude plus agressive sur la scène régionale, où elle entretient des conflits territoriaux avec une dizaine de pays, dont le Japon et la Corée du Sud, et étend son influence dans le Pacifique, aux portes de l'Australie. L'augmentation de la pression militaire chinoise sur Taïwan ainsi que la multiplication des manœuvres militaires conjointes avec la Russie inquiètent tout particulièrement les États-Unis et leurs alliés. Autre menace, la Corée du Nord continue de perfectionner ses missiles afin de pénétrer les systèmes de défense de Washington, Tokyo et Séoul, et pourrait être en passe de reprendre ses essais nucléaires.

Dans cette nouvelle réalité géopolitique de l'Indo-Pacifique, la priorité des États-Unis n'est plus d'endiguer une quelconque idéologie et de préserver la stabilité de gouvernements jugés amicaux, mais de faire face à une superpuissance en devenir, la Chine, un défi autrement ardu.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 33

D'où la nécessité d'une participation active des alliés, que Washington espère galvaniser, même si cela se traduit par l'acceptation de postures de défense et de programmes d'armements autrefois considérés comme déstabilisants.

Le développement du système d'alliances en réseau Au vu de l'inefficacité du système d'alliances en étoile, les États-Unis se sont attelés à en modifier la structure. L'idée d'un système en réseau émerge dans les années 2000, mûrit pendant la présidence de Barack Obama et arrive à maturité sous les administrations Trump et Biden. En juin 2019, dans un rapport sur la stratégie américaine en Indo-Pacifique, le département de la Défense confirme cette volonté de transformer le système d'alliances en une architecture de sécurité en réseau (« networked security architecture »), dans laquelle les capacités américaines et alliées, ainsi que les capacités alliées entre elles, seraient interconnectées pour une plus grande efficacité. Au sein de cette structure, les États-Unis perdent donc leur statut de moyeu pour devenir un nœud parmi d'autres, bien que toujours plus puissants et influents que leurs alliés. Ces derniers, pour leur part, passent d'extrémités de rayon à nœuds et assument de plus grandes responsabilités sur la scène régionale.

Sous l'administration Biden, le concept de dissuasion intégrée (« integrated deterrence »), reflété dans la stratégie en Indo-Pacifique du département de la Défense publiée en février 2022, se greffe à l'idée d'un système d'alliances en réseau. Spécifiquement, le concept a pour ambition de dissuader les comportements agressifs et révisionnistes de pays tiers dans l'ensemble du spectre des conflits, des tactiques hybrides aux guerres dites de « haute intensité », et ce en renforçant les synergies entre les différentes dimensions des opérations militaires modernes (i.e. conventionnelle, nucléaire, spatiale, cybernétique, informatique, électromagnétique). La dissuasion intégrée a donc une incidence sur les postures de défense et les forces armées alliées.

Dans le large théâtre de l'Indo-Pacifique, la combinaison entre structure en réseau et dissuasion intégrée requiert un effort soutenu de la part des alliés, appelés à partager le fardeau dans les multiples aspects de la sécurité régionale. Par conséquent, ces derniers doivent développer des forces armées plus polyvalentes, mieux équilibrées et dotées de capacités de projection de la puissance militaire plus importantes. Des alliés plus efficaces et complets donc, mais aussi plus autonomes en matière de sécurité nationale et moins dépendants des États-Unis. En d'autres termes, les alliances américaines évoluent progressivement, et par nécessité, du statut d'outils de gestion des risques à celui, plus classique, d'agrégation des puissances.

Les alliés des États-Unis n'ont évidemment pas attendu le développement du système d'alliances en réseau et le concept de dissuasion intégrée pour se prémunir contre l'instabilité régionale croissante. Le Japon, par exemple, a créé en avril 2018 sa première brigade amphibie, version nippone des Marines, afin de protéger les îles Senkaku/Diaoyu des velléités chinoises, et a décidé en décembre de la même année de transformer deux de ses porte-hélicoptères en porte-avions pouvant transporter des F-35B. À peu près à la même période, la Corée du Sud s'est engagée dans un projet de porte-avions autochtone. Ces moyens militaires, les porte-avions en particulier, sont des instruments de projection de puissance. Ils reproduisent aussi des capacités américaines déjà présentes dans la région, notamment le porte-avions USS Ronald Reagan, qui possède son port



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 34

d'attache à Yokosuka, et les Marines du III Marine Expeditionary Force basés à Okinawa, dénotant une certaine émancipation de Tokyo et Séoul vis-à-vis du parapluie militaire américain.

Cependant, ces moyens militaires ne sont pas considérés par les États-Unis comme des armements sensibles et s'inscrivent donc, malgré leur ampleur, dans la lignée des précédents efforts d'armement japonais et sud-coréens. En revanche, l'impact de la conjonction entre le système d'alliances en réseau et la dissuasion intégrée se reflète clairement dans l'approbation par Washington de programmes d'armements jusque récemment considérés comme déstabilisants, mais aujourd'hui nécessaires pour répondre aux nouvelles menaces régionales.

## **Une nouvelle ère de militarisation**

En 1979, la Corée du Sud acceptait les « directives sur les missiles balistiques », qui limitaient initialement la charge de ses ogives à 500 kilogrammes et la portée de ses missiles à 180 kilomètres. Ces directives, imposées par les États-Unis moins de dix ans après le début du programme balistique sud-coréen, avaient pour objectifs d'éviter une course aux armements avec la Corée du Nord, 180 kilomètres étant suffisants pour atteindre Pyongyang, mais pas une large partie du territoire nord-coréen susceptible d'accueillir des bases de lancement de missiles, et de réduire les risques de prolifération d'une technologie estimée dangereuse pour les intérêts américains. Face à la menace nord-coréenne grandissante des années 1990 et 2000, la portée des missiles sud-coréens est étendue à 300 kilomètres en 2001, puis à 800 kilomètres en 2012, couvrant ainsi l'intégralité du territoire de la Corée du Nord.

À la suite de la suppression de la limite sur la charge des ogives en 2017, autorisation est donnée à la Corée du Sud en 2020 d'utiliser du propergol solide, permettant un programme de missiles mer-sol balistiques stratégiques, lancés de sous-marins, dont le premier test a eu lieu en septembre dernier. Enfin, les directives sont définitivement levées en mai 2021 lors d'un sommet entre les présidents Joe Biden et Moon Jae-in, ouvrant la voie au développement par la Corée du Sud de missiles balistiques à moyenne portée, à portée intermédiaire et intercontinentaux. Séoul est aujourd'hui en mesure d'amorcer de nouveaux programmes balistiques qui pourraient augmenter de manière significative son aptitude à projeter sa puissance militaire. La limitation de la portée des missiles à 800 kilomètres ne lui permettait pas d'atteindre Pékin. Cela pourrait changer dans un futur proche.

Autre allié américain en Asie du Nord-Est, le Japon a depuis la création de ses Forces d'autodéfense en 1954 été confiné à une posture défensive, les États-Unis fournissant, à partir de leurs bases sur le territoire nippon, les instruments de projection de la puissance militaire dans une structure d'alliance communément appelée « lance et bouclier ». La volonté de certains officiels tokyoïtes d'obtenir une capacité de frappe offensive, exprimée dès les années 1950, a jusque récemment été contrecarrée non seulement par une forte opposition interne, soutenue par l'antimilitarisme et l'isolationnisme de la population japonaise, mais aussi par Washington. Réticents à l'idée que le Japon puisse projeter sa puissance sur la scène régionale, au risque de se voir entraîner dans des conflits non désirés, les États-Unis s'opposaient encore en 2017 à l'acquisition de capacités de frappe offensive par Tokyo.

En mai 2022, cependant, le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin salue l'ambition du Japon de s'équiper de telles capacités lors d'une rencontre avec son homologue japonais, Kishi Nobuo.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 35

Alors que le gouvernement aspire à doubler le budget de la défense, Tokyo travaille actuellement sur une nouvelle version de sa stratégie de sécurité nationale, ainsi que sur deux documents clés qui planifient les programmes d'armements à court et moyen terme, avec en ligne de mire l'obtention de « capacités de contre-attaque », dénomination choisie afin de minimiser l'opposition interne en faisant référence à la traditionnelle posture défensive du pays. Bien que la menace nord-coréenne soit constamment mise en avant pour justifier ces nouveaux instruments de projection de puissance, la Commission militaire centrale dominée par Xi Jinping et les centres de commandement des cinq théâtres d'opérations chinois semblent figurer sur la liste des cibles potentielles.

L'Australie, l'allié-continent des États-Unis en Océanie, a pendant longtemps été isolée des perturbations géostratégiques générées par la montée en puissance de la Chine. Les relations entre Canberra et Pékin, son plus important partenaire commercial, se sont néanmoins considérablement détériorées ces dernières années sur fond d'ingérences chinoises et d'exclusion de Huawei et ZTE du réseau 5G australien, et surtout après que l'Australie ait demandé l'ouverture d'une enquête internationale sur l'origine de la Covid-19, à quoi la Chine a répondu en imposant une série de barrières tarifaires à l'importation de produits australiens.

C'est dans ce contexte tendu qu'en septembre 2021 l'Australie conclue avec les États-Unis et le Royaume-Uni le pacte AUKUS, qui prévoit entre autres l'acquisition par Canberra de huit sous-marins nucléaires. Washington, pionnier de la propulsion nucléaire navale, ne l'avait jusqu'alors partagé qu'avec Londres, en 1958, de peur d'une prolifération de cette technologie sensible. Bien que l'Australie ne devrait pas disposer des sous-marins avant les années 2040, AUKUS ancre fermement et dans la durée le pays au système d'alliances américain. En outre, ces sous-marins fourniront à la marine australienne une capacité de projection de puissance conséquente, la propulsion nucléaire procurant aux vaisseaux plus de vitesse et d'endurance et un plus grand rayon d'action que les sous-marins à propulsion diesel-électrique. Les experts chinois ne s'y trompent pas : AUKUS aura des répercussions en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan.

Les ambitions sud-coréennes de pouvoir élaborer des missiles sans contrainte, japonaises d'obtenir une capacité de frappe offensive et australiennes de posséder la propulsion nucléaire navale s'inscrivent dans des agendas domestiques de longue date, bloqués jusque récemment par l'allié américain. De nombreux autres programmes d'armements sont encore en suspens dans ces trois pays. La Corée du Sud, par exemple, s'intéresse depuis longtemps aux sous-marins nucléaires, tandis que le Japon se lance dans le développement de projectiles planant hypervitesse (HVGP). Et bien qu'hautelement improbable dans un avenir proche, pour des raisons de politique interne notamment, la tentation de posséder l'arme nucléaire grandit à Séoul et Tokyo.

## **Vers une course aux armements ?**

Alors que les États-Unis façonnent le système d'alliances en réseau et mettent en œuvre la dissuasion intégrée, la militarisation de leurs alliés en Indo-Pacifique s'accélère et sa nature évolue. La structure en réseau et la dissuasion intégrée sont sans doute nécessaires pour contrer les velléités expansionnistes de la Chine. Il n'en reste pas moins que l'obtention par les alliés américains d'instruments de projection de puissance engendra un chevauchement de sphères d'influence militaire qui pourrait compromettre une stabilité régionale déjà fragilisée par de multiples tensions



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 36

territoriales, politiques et historiques, et ce surtout en Asie du Nord-Est. En effet, une course aux armements, caractérisée ici par un dilemme de sécurité dans lequel le développement par un pays de nouveaux moyens militaires a une incidence négative sur la sécurité nationale d'autres pays, alimentant ainsi des dynamiques réciproques de militarisation basées sur un principe d'action-réaction, ne peut être exclue.

L'acquisition d'une capacité de frappe offensive par le Japon et, dans une moindre mesure, de sous-marins nucléaires par l'Australie pourrait modifier l'équation stratégique dans le détroit de Taïwan, à laquelle la Chine devrait dès lors s'adapter. Cette adaptation, destinée à neutraliser les nouveaux instruments de projection de puissance japonais et australiens, aurait de toute évidence un impact négatif sur la sécurité nationale des deux pays, enclenchant ainsi un cercle vicieux. De même, l'extension de la sphère d'influence militaire de la Corée du Sud aurait certainement des répercussions non seulement dans la péninsule coréenne, mais aussi en mer jaune et sur le Japon. L'équilibre de la relation triangulaire entre Séoul, Pékin et Tokyo dépendrait alors de leurs aptitudes à atténuer le dilemme de sécurité, exercice périlleux pour des pays proches géographiquement et empreints de méfiance mutuelle, sans parler des tensions qu'ajouterait dans ce contexte la possession de capacités de frappe offensive par le Japon.

Naturellement, ces scénarios sont hypothétiques. Et la nouvelle orientation des dynamiques de militarisation pourrait aussi conduire à une ère de stabilité en Indo-Pacifique, en renforçant les postures de dissuasion des principaux acteurs régionaux. Cependant, au vu des turbulences géopolitiques et de l'incertitude grandissante quant à la solidité des normes et de l'ordre international dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est permis d'en douter.

*lerubicon.org*

## ***Les chantiers militaires qui attendent la France***

***ÉDITO. L'Hexagone a une responsabilité prééminente dans le réarmement des démocraties et de l'Europe. Il doit l'assumer en réformant sa défense.***



**Chargement à Istres de véhicules de l'armée française à destination de la base de l'Otan de Constanta, en Roumanie, le 2 mars 2022.**  
© BLONDET ELIOT / ABACA POUR « LE POINT » -  
Par Nicolas Baverez - Publié le 15/07/2022 à 08h00

L'invasion de l'Ukraine par la Russie marque un changement d'ère stratégique qui clôt l'après-guerre froide. Elle a fait resurgir des affrontements majeurs caractérisés par un niveau très élevé de violence et de pertes au cœur de l'Europe, en matérialisant l'alliance de la Chine et de la Russie contre les démocraties, en déclenchant une crise énergétique et alimentaire mondiale. Elle a dessillé l'Allemagne, qui a décidé d'investir 100 milliards d'euros dans sa défense et de porter son effort à 2 % du PIB.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 37

Elle a réveillé l'Union, qui mobilise 1,5 milliard d'euros pour aider militairement l'Ukraine, met en œuvre des sanctions sans précédent contre la Russie et travaille à mettre fin à sa dépendance énergétique à l'égard de Moscou. Elle a ramené les États-Unis en Europe, où stationnent plus de 100 000 soldats américains. Elle a ressuscité l'Otan autour de la sécurité collective face à la Russie, comme l'a montré le sommet de Madrid, qui a décidé le déploiement d'une force rapide de 300 000 hommes, approuvé l'adhésion de la Finlande et de la Suède, réitéré l'objectif d'un effort de défense des alliés d'au moins 2 % du PIB.

La France ne peut rester à l'écart du réarmement et de la révision de la posture de défense des démocraties. Elle a résisté aux illusions de la fin de l'Histoire en maintenant une capacité de dissuasion nucléaire, en conservant un modèle complet d'armée, en entretenant une culture et un savoir-faire opérationnels. Mais la doctrine et le modèle d'armée définis au début des années 1990 sont caducs. La combinaison de la dissuasion et d'une armée échantillonnaire, destinée à gérer des conflits asymétriques, n'est plus adaptée au retour d'une menace existentielle sur le territoire et la population, à la guerre de haute intensité (la Russie a perdu plus de chars depuis le début du conflit ukrainien que le parc cumulé de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne), à l'extension de la confrontation aux domaines de l'énergie, de l'alimentation ou de l'information.

## **Lacunes capacitaires**

La France n'est pas seulement confrontée à l'insuffisance du format de ses armées, à ses lacunes capacitaires, notamment en matière de drones, aux séquelles de la réduction de 20 % de son budget militaire entre 2000 et 2015. Elle doit repenser sa défense et sa sécurité. L'environnement stratégique est modifié du tout au tout par la résurgence d'une menace directe et existentielle à l'est de l'Europe, qui se combine avec la déstabilisation persistante de l'Afrique et du Moyen-Orient par le djihadisme et avec la pression exercée par la Chine – alliée à la Russie – dans le Pacifique. Dans ce cadre bouleversé, notre pays doit assurer la sauvegarde de ses intérêts vitaux, protéger son territoire et sa population, participer activement à la défense de l'Europe – en première ligne face à la Russie – et de la démocratie. Cela appelle un changement radical de notre doctrine, des scénarios d'emploi et du modèle de nos armées. Donc des choix clairs.

Le modèle d'armée a vocation à être reconstruit autour de cinq piliers. La dissuasion nucléaire, dont les deux composantes sont à moderniser mais qui mérite aussi d'être réarticulée à la manœuvre conventionnelle et cybernétique. La transformation d'une armée de corps expéditionnaire faite pour être projetée dans des opérations extérieures en une armée apte à supporter dans la durée le combat de haute intensité, ce qui exige de réviser son format, de renforcer sa puissance de feu, de la connecter et de l'entraîner. Le réinvestissement dans la défense du territoire, qui passe par la mobilisation de toutes les forces de la nation. La maîtrise de la guerre de l'information, en tirant les leçons de notre échec en Afrique face à la Russie et, à l'inverse, celles du succès remporté dans ce domaine par Volodymyr Zelensky sur Vladimir Poutine. L'innovation avec un investissement massif dans l'espace et les technologies de l'avenir comme les missiles hypervéloces ou les applications de l'intelligence artificielle.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 38

Il est grand temps de dresser le bilan de nos récentes opérations extérieures et de Sentinelle. Il est indispensable de trancher face au grand écart qui s'est creusé entre nos ambitions stratégiques et nos moyens. Il convient de réfléchir à l'équilibre entre les équipements de haute technologie et les matériels moins chers et sophistiqués mais plus nombreux. Il est fondamental de procéder à un réarmement non seulement militaire mais national. Il est nécessaire de clarifier notre position vis-à-vis de nos partenaires européens et de nos alliés.

## **Mesures d'urgence**

La France doit basculer de la régénération de ses armées vers le réarmement. Sur le plan budgétaire, des mesures d'urgence sont requises pour améliorer la disponibilité des équipements et refaire les stocks de munitions, et une nouvelle loi de programmation devra être mise en chantier pour porter notre effort au-delà de 2 % du PIB. Sur le plan industriel, la remontée en puissance doit être planifiée et organisée entre l'État et les industriels dans le cadre d'une quasi-économie de guerre. Sur le plan européen, le réinvestissement dans la défense ne peut se réduire à l'« otanisation » de l'Europe, qui nous laisserait à la merci des soubresauts de la politique intérieure des États-Unis, ni être mis au seul service de l'industrie américaine, ce qui suppose de sortir de leur enlisement les programmes européens d'avions et de chars du futur. Sur le plan diplomatique, le plaidoyer en faveur d'un pilier européen de l'Alliance n'est crédible que s'il repose sur une clarification des positions françaises vis-à-vis de la Russie et de la présence des États-Unis sur le continent.

**Thucydide soulignait que « c'est la guerre qui assure la paix, bien mieux que le refus de combattre par amour de la tranquillité ».** Les démocraties doivent aujourd'hui assumer le risque de la guerre pour défendre la liberté.

## ***Jihadisme : l'inquiétante expansion de l'Etat islamique en Afrique***

***De janvier à juin 2022, l'Etat islamique en Afrique occidentale a mené 305 attaques.***

« Une démonstration de force ». Ce sont les mots de Wassim Nasr, journaliste à France24 et spécialiste des mouvements jihadistes, pour qualifier l'attaque du 5 juillet contre la prison de Kujé, à la porte d'Abuja, capitale fédérale du Nigeria.

Cette nuit, les insurgés de la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) ont lancé une « attaque coordonnée sur trois fronts » contre ce centre pénitentiaire où étaient incarcérés des jihadistes pendant plus d'une dizaine d'années. Au terme de cette opération très audacieuse qui a duré 50 minutes selon l'agence de propagande de l'Etat islamique, entre 600 et 900 prisonniers ont été libérés, parmi eux, des cadres du groupe jihadiste au Nigeria. Le porte-parole du service correctionnel nigérian, Umar Abubakar, a reconnu trois décès dans les rangs des forces loyalistes, deux policiers et un garde pénitentiaire.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 39

Ce raid qui constitue, selon Rida Lyammouri, chercheur sénior au Think tank marocain, Policy Center for the New South (PCNS), « le premier revendiqué par l'Etat islamique (EI) dans la capitale et le plus sophistiqué en dehors de son habituelle zone d'intervention du nord-est » du Nigeria, n'est que l'illustration de l'ascension fulgurante du groupe jihadiste en Afrique ces dernières années.

En juin 2014, le « Califat » a été proclamé par Abou Mohamed Al Adnani, porte-parole d'alors de l'Etat islamique. Les premières allégeances africaines à cette organisation jihadiste dirigée à ses débuts par l'Irakien Abou Bakr al Baghdadi datent de la même année, avec l'affiliation de « Jund al Khilafa » (Les soldats du Califat) en Algérie, « Majlis Choura Chababal Islam » (Conseil consultatif de la jeunesse islamique) en Libye et « Ansar Bait al Maqdis » (Les partisans de Jérusalem) en Egypte.

L'année 2015 marque l'adhésion de la mouvance jihadiste de l'Afrique au sud du Sahara à cette cause. Au mois de mai, Abubakar Shekau qui a pris le contrôle de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, après le décès de son fondateur en 2009, fait son allégeance. Au Sahel, des membres d'Al Mourabitoune (Les almoravides), groupe jihadiste affilié à Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), décident de répondre à l'appel d'Al Baghdadi.

## **Montée en flèche des provinces africaines**

A la faveur de la perte de ses territoires en Syrie et en Irak en raison de l'intervention de la coalition internationale constituée principalement de la France et des Etats-Unis d'un côté, et des alliés de la Syrie comme la Russie et l'Iran, d'un autre contre les jihadistes, l'Etat islamique accentue sa politique d'expansion vers les autres continents. C'est ainsi qu'en 2019, une nouvelle province voit le jour en Afrique centrale. Dans cette région, les Forces démocratiques alliées (ADF) originaires de l'Ouganda revendiquent leur première attaque en République démocratique du Congo (RDC) sous la bannière de l'Etat islamique en avril 2019. Deux mois plus tard, ils seront imités par « Ansar al Shabab » dans le nord du Mozambique, précisément dans la province du Cabo Delgado.

A partir de là, les activités du groupe jihadiste montent en flèche sur le continent africain. « Depuis trois ans, les provinces officielles de l'Etat islamique montent en puissance, particulièrement dans la région du Lac Tchad et du Sahel », explique Damien Ferré, directeur de la société Jihad Analytics, spécialisée dans l'analyse du jihad mondial et cyber.

« Cela a d'abord été visible au niveau médiatique avec une attention particulière portée par le groupe sur les opérations dans ces deux zones, notamment via son magazine hebdomadaire +al-Naba+. A titre d'exemple, en 2021, +al-Naba+ a consacré 28 Unes sur 52 à l'Afrique, bien loin devant l'Irak qui reste pourtant la province officielle la plus active de l'Etat islamique », poursuit M. Ferré dans un entretien avec APA.

Selon ce spécialiste de l'Etat islamique, sur le plan des opérations militaires, le nombre d'attaques menées par le groupe a énormément augmenté sur les 36 derniers mois, particulièrement au Nigeria où on a progressivement vu la professionnalisation et la capacité de frappes de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). « Mais, affirme-t-il, c'est également le cas au Sahel et au Mozambique où le groupe a même réussi à tenir une ville pendant plusieurs mois ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 40

## Quid des ADF ?

« Entre 2020 et 2022, des activités en lien avec les Forces démocratiques alliées (ADF) ont été signalées en dehors de la République démocratique du Congo, notamment en Ouganda où elles ont commandité plusieurs attentats à l'engin explosif improvisé et au Rwanda où une dizaine de personnes liées aux ADF qui préparaient des attentats à Kigali ont été arrêtées », relate Fiston Mahamba Wa Biondi, journaliste congolais et spécialiste de ce groupe jihadiste.

Il a repéré une professionnalisation du groupe depuis son allégeance à l'Etat islamique. « Les combattants des ADF se sont alignés et ont été actifs comme les autres mouvements internationaux lors des appels à l'action de l'Etat islamique. S'inscrivant dans cette démarche, les ADF ont mené la plus grosse opération de libération de prisonniers dont une centaine de leurs membres », analyse M. Biondi.

Au Mozambique, la même logique est suivie par Ansar Al Sharia qui, après l'offensive de mars 2021 qui lui a permis d'occuper pendant quelques jours la ville portuaire de Palma, à plus de 2000 kilomètres au nord-est de Maputo, s'est révélé comme une réelle menace pour la sécurité de cette partie du pays et des investissements étrangers dans le domaine des hydrocarbures. Au début, les autorités n'ont pas voulu faire appel à l'aide étrangère pour faire face aux insurgés. Ensuite, elles ont changé d'avis. Le Rwanda et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont envoyé des troupes pour combattre les jihadistes. Une stratégie payante sur le court terme car ayant permis de reprendre la ville de Mocimboa da Praia contrôlée pendant un an par les islamistes armés. Mais cela n'a pas mis fin à l'insurrection.

Les jihadistes sont juste retournés à leur jeu favori : la guérilla. Retranchés dans la brousse, ils multiplient les attaques contre les civils et ne vont au contact des forces armées que lorsqu'ils sont assurés d'en sortir victorieux. Cette capacité de résilience va leur valoir d'être érigés en province à partir de mai 2022, après une offensive contre l'armée mozambicaine à Quiterajo, dans la ville de Macomia, à 2400 kilomètres au nord-est de Maputo. Jusque-là, le groupe était rattaché à la province d'Afrique australe placée sous l'autorité du jihadiste Congolais, Musa Baluku. « Ce qu'on peut observer, c'est que depuis ce moment-là, il y a quand même des changements intéressants. Ce n'est pas tant en termes de tactique et de capacités sur le terrain, mais en termes de propagande. On a eu pour le mois de juin seulement, vingt-deux (22) revendications, ce qui est complètement inédit pour le Mozambique », avance une source sécuritaire.

La filiale sahéenne de l'Etat islamique qui était jusqu'à mars 2022, un démembrement de la province d'Afrique occidentale, a eu droit au même traitement, couvrant au moins trois pays, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Malgré la mort de son émir, Adnan Abou Walid al Sahraoui, dans une opération menée au mois d'août 2021 par l'armée française dans le nord-est du Mali, non loin de la frontière avec le Niger, le groupe jihadiste tente de refaire surface au moyen d'une série d'attaques contre des civils et des mouvements touaregs pro-gouvernementaux.

Dans la nuit du 11 au 12 juin, la ville de Seytenga, dans la province de Séno, à 276 kilomètres au nord-est de Ouagadougou a été la cible d'une attaque attribuée aux jihadistes de l'Etat islamique.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 41

Le bilan officiel fait état de 79 victimes civiles. Cet assaut macabre a aussi occasionné le déplacement de plus 16.000 personnes à l'intérieur du Burkina Faso.

## **Hommages et appels à la « hijra »**

Quant à l'Etat islamique en Afrique occidentale, il a été, selon un décompte de Jihad Analytics, à l'origine de 305 attaques de janvier à juin 2022. Ce qui fait de cette province la plus active derrière l'Irak qui totalise 337 attaques.

Jusqu'au mois d'avril, c'est le Nigeria qui était la province la plus dynamique en menant au total 162 attaques, devançant l'Irak de 38 points.

« Pour la première fois de l'histoire du groupe jihadiste, l'Irak n'est plus le pays où l'Etat islamique revendique le plus grand nombre d'opérations », avait relevé Damien Ferré sur Twitter.

Ces « performances » ont valu aux jihadistes africains des hommages de leurs « frères » des autres provinces. « Il est possible qu'en conséquence qu'il y ait un nombre accru de partisans étrangers de l'EI qui tentent de rejoindre les provinces africaines. », prédit-il. Des appels sont déjà émis dans ce sens.

Chargé de recherche au Centre national de recherche scientifique (CNRS), Vincent Foucher rappelle le sens de ce thème dans l'islam militaire. « C'est un appel à se détacher de la société normale pour rejoindre les vrais croyants », explique ce spécialiste de l'Etat islamique dans la région du Lac Tchad.

« Les nouveaux dirigeants de l'Etat islamique ont dû comprendre que le fait de déplacer le centre d'intérêt de l'Irak et de la Syrie de manière officielle serait bénéfique pour sa présence dans le monde entier », décrypte Tomasz Rolbiecki, analyste indépendant qui travaille aussi sur la région du Lac Tchad.

« A mon sens, cela a un double objectif : miser sur l'Afrique qui a un vrai potentiel de développement de l'EI, particulièrement dans les zones où il est déjà actif, et relâcher la pression sur la Syrie où le groupe est traqué et attend des jours meilleurs pour rebondir », ajoute Damien Ferré.

Mais faudrait-il que ces appels du pied soient suivis d'effet comme ce fut le cas en 2015 après l'érection de Syrte, située à 400 kilomètres à l'est de Tripoli, en Libye, comme troisième capitale de l'organisation jihadiste, après Mossoul et Raqqa. « Les flux, s'il y en a, seront surtout régionaux et pas forcément si importants que ça », relativise Vincent Foucher qui, malgré tout, estime que « l'ascension des franchises africaines de l'EI est quand même laborieuse ».

*apanews.net*



## **Guerre en Ukraine : les angles morts de l'aide humanitaire**

**Repliées dans l'ouest de l'Ukraine, les organisations humanitaires ont mis du temps à retourner dans les zones où les besoins sont les plus urgents.**



**Des civils montrant le pain distribué par une association humanitaire locale le 2 juillet à Avdiivka dans l'oblast de Donetsk.**

© NARCISO CONTRERAS / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP - Par Boris Mabillard, envoyé spécial en Ukraine pour Le Temps et Le Point  
Publié le 04/07/2022 à 17h53 - Modifié le 05/07/2022 à 17h26

Une babouchka se fraye tête baissée un chemin entre les gravats qui encombrant la chaussée, les façades éboulées et les immeubles en ruine de Lyssytchansk, dans l'est de l'Ukraine. Les canalisations, les conduites de gaz, les câbles électriques et les antennes relais ont explosé. D'autres petites villes industrielles du Donbass, sous les bombes russes, connaissent les mêmes destructions. Les besoins humanitaires y sont énormes et urgents, mais les humanitaires en sont quasiment absents. Pourquoi l'aide colossale consentie pour l'Ukraine ne parvient-elle pas là où elle serait la plus vitale ? Les conditions de sécurité et l'ampleur du conflit n'expliquent pas à elles seules ces dysfonctionnements. Plusieurs rapports pointent l'impréparation et le manque de connaissance du contexte ukrainien.

La guerre et surtout son ampleur ont suscité une sidération au sein de la communauté humanitaire présente en Ukraine. « Je n'avais jamais vu 15 millions de personnes quitter leur lieu de résidence en moins de deux semaines, décrit Pascal Hundt, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Ukraine. C'est inimaginable. La ligne de front est longue de milliers de kilomètres et elle bouge de manière imprévisible. » Au début de l'invasion, on craint un encerclement de Kiev et une conquête rapide du Donbass. Les ambassades quittent l'Ukraine dans un sauve-qui-peut désordonné et la communauté humanitaire leur emboîte le pas en se repliant vers Lviv.

Le CICR et l'ambassade de Suisse sont partis de concert. Avec le recul, le risque d'un siège de Kiev a été largement surestimé. Relocalisées à Lviv, beaucoup d'ONG mettront du temps à se redéployer dans le pays. Un temps précieux perdu pour mettre en place les structures d'aide adaptées. En raison de ce tropisme, Lviv, bien que très éloignée des champs de bataille, devient d'un coup la capitale humanitaire du pays. Au détriment du Donbass où les besoins sont pourtant bien plus importants.

**Une présence humanitaire insuffisante près des lignes de front**



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 43

Présent dans toute l'Ukraine, le CICR déploie son action, y compris près des combats, explique Pascal Hundt, ce qui en fait la plus grande opération de l'institution basée à Genève. « Dans les zones proches des lignes de front, nous sommes, avec Médecins sans frontières, la Croix-Rouge ukrainienne et les acteurs locaux, un peu seuls. La présence humanitaire y est largement insuffisante en regard des besoins », confirme-t-il.

Le photographe suisse Matthias Bruggmann a passé le mois de mai à Sievierodonetsk, ville soumise aux bombardements intenses et qui est récemment tombée aux mains de l'armée russe. Alors qu'aucun travailleur humanitaire ne s'y trouvait plus, sinon un employé local de la Croix-Rouge ukrainienne et des volontaires, il a documenté en images les affres des civils dans le chaudron de la guerre. « Les habitants manquaient désespérément de nourriture, d'eau, de médicaments et de soins médicaux. Je n'ai pas vu un seul employé des grandes ONG. À ma connaissance, ils ont tous, y compris les agences onusiennes, MSF et CICR inclus, déguerpi dès le début de la guerre et ils ne sont pas revenus ensuite, du moins pas directement. »

Des médicaments, de l'eau potable et de la nourriture sont pourtant indirectement livrés par les agences onusiennes, notamment par le Programme alimentaire mondial, dès le mois d'avril. L'aide passe par le biais de l'administration régionale, mais, faute d'étude de terrain sur les besoins et la logistique, elle manque sa cible. « Des mètres cubes de couches-culottes pour bébés totalement inutiles pour la population en majorité vieillissante qui restait à Sievierodonetsk ont été livrés, évoque Matthias Bruggmann. De même pour la nourriture, des rations sont parvenues jusqu'à Sievierodonetsk, mais les volontaires n'avaient pas les moyens nécessaires pour les distribuer. Il leur manquait des voitures ou de l'essence. »

## **Inadéquation entre l'aide et la logistique pour l'acheminer**

L'inadéquation entre l'aide et les besoins, d'une part, et entre l'aide et la logistique nécessaire pour l'acheminer aux bénéficiaires, d'autre part, constitue l'un des écueils pour la communauté humanitaire, qui ne s'est pas suffisamment appuyée sur les compétences des acteurs locaux issus de la société civile. Un rapport publié en juin par Humanitarian Outcomes, un groupe basé à Londres d'experts et de chercheurs qui évaluent le système humanitaire international, pointe des dysfonctionnements graves de coordination et de préparation. Alors que des sommes importantes ont été levées par les grandes ONG dès le début de la guerre et que les agences onusiennes ont elles aussi débloquent des fonds considérables, l'essentiel (plus de 90 %) de l'aide déployée l'a été par des acteurs locaux sans financement extérieur institutionnel. Par exemple, la Croix-Rouge ukrainienne, très active, a reçu 0,0022 % des fonds.

Selon le rapport de Humanitarian Outcomes, les grandes ONG et les agences onusiennes ont concentré leurs opérations dans l'ouest de l'Ukraine ou dans les pays riverains pour gérer l'afflux de déplacés et de réfugiés. De plus, une grande partie des financements internationaux alloués à l'aide humanitaire pour la crise ukrainienne n'ont pu être dépensés en raison des processus très rigides mis en place pour pouvoir bénéficier de ces fonds.



« Durant les six premières semaines de la guerre, presque toute l'aide humanitaire à l'intérieur de l'Ukraine a été mise en place et délivrée par les acteurs locaux, soit les 150 ONG nationales préexistantes environ, les Églises, et environ 1 700 nouvelles structures d'aide. »

Ces nouvelles structures n'ont pas toutes une existence légale, explique Arthur Quesnay, coauteur avec Marie Courraud et Gilles Dorronsoro d'un rapport sur la stratégie humanitaire en Ukraine publié le 24 juin par l'Institut français des relations internationales (Ifri). « Les grandes institutions ne leur font pas assez confiance et préfèrent gérer elles-mêmes de A à Z la distribution de l'aide humanitaire. Mais elles ne sont pas en mesure de le faire en raison de l'ampleur du conflit et des risques qu'il fait peser sur les équipes déployées dans les zones exposées aux bombardements. »

Au début de la guerre, les agences onusiennes ont plaidé pour coordonner et concentrer sous leur autorité l'ensemble de l'aide disponible. « Mais elles se sont montrées inefficaces et peu réactives, explique Arthur Quesnay. Elles ont prétexté la corruption, le mélange des genres entre administration militaire et civile pour justifier leurs réticences à travailler avec les structures locales existantes. Toutefois, derrière ces fausses raisons, il se trouve certainement aussi les pressions exercées au sein de l'ONU par certains États qui s'opposent à soutenir les Ukrainiens. »

Après quatre mois de guerre, les agences onusiennes tentent de rattraper le temps perdu. Elles ont signé plusieurs accords avec des collectivités locales à Bakhmout et à Dnipro notamment. Mais cela ne concerne qu'une aide marginale, la distribution de nourriture, alors qu'il faudrait renforcer les structures civiles et réparer les infrastructures. « Les ONG locales et la société civile, conclut Arthur Quesnay, sont au bord de la rupture faute de financement approprié. Sans elles, qui aident à la fois les militaires et les civils, la résistance ukrainienne face à l'agression russe pourrait s'écrouler. »

## ***Avec le Fujian, la marine chinoise fait un nouveau bond en avant***

*Par Claude Leblanc - 05 juillet 2022 à 14h01*

***En se dotant d'un troisième porte-avions, la Chine montre que ses ambitions dans le domaine maritime restent élevées, mais surtout qu'elle maîtrise de mieux en mieux les technologies les plus avancées***



La cérémonie de mise à l'eau du troisième porte-avions chinois, dans un chantier naval de Shanghai, le 17 juin 2022.

*Sipa Press*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 45

Au moment de lancer son troisième porte-aéronefs, l'Armée populaire de libération a mené avec succès le test de son système terrestre conçu pour intercepter les missiles balistiques à mi-course. Dans ce domaine également, la Chine a réduit l'écart avec les Etats-Unis et sa capacité de dissuasion stratégique.

Quelques jours avant que les pays membres de l'OTAN se réunissent à Madrid et décident pour la première fois de désigner la Chine comme « un défi » pour leur sécurité, Pékin a lancé son troisième porte-avions. Baptisé Fujian, du nom de la province qui fait face au détroit de Taïwan, ce nouveau bâtiment dépasse de loin les capacités des deux autres porte-avions chinois mis en service au cours de la décennie écoulée, le Liaoning et le Shandong, dont la conception était inspirée de la classe russe Amiral Kuznetsov.

D'une capacité de 80 000 tonnes, le Fujian est le premier porte-avions chinois de conception indigène, équipé d'une catapulte électromagnétique permettant d'effectuer des sorties aériennes rapides et soutenues. Il s'agit d'un grand pas en avant pour la marine chinoise dans la mesure où, jusqu'à présent, seuls les Etats-Unis disposaient d'un système aussi avancé. D'après le quotidien anglophone *Global Times*, le Fujian abriterait la version améliorée du chasseur J-15 compatible avec un lancement par catapulte et le chasseur furtif J-35.

**Puissance globale.** Ce bâtiment qui devrait entrer en service au cours des deux prochaines années illustre à la fois les progrès réalisés par la Chine dans la maîtrise des technologies marines et l'évolution de sa pensée stratégique dans le domaine maritime. A lui seul, ce troisième porte-avions ne permettra pas à Pékin de changer le rapport de force toujours très favorable aux Américains dans ce secteur très précis, mais il montre que les Chinois sont déterminés à mettre sur pied une marine en adéquation avec leurs ambitions, notamment celle de devenir « une puissance globale » comme l'a déclaré Xi Jinping lors de son discours inaugural au 19<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en 2017.

Des informations font en effet état de travaux en cours sur un mastodonte à propulsion nucléaire de 100 000 tonnes, similaire aux porte-avions américains des classes Nimitz et Ford. Avec trois ou plus de ces futurs porte-avions d'ici le milieu des années 2030, la Chine pourra être en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis.

Ses dirigeants se souviennent que la faiblesse de la marine chinoise avait été à l'origine de son effondrement lors de la première guerre sino-japonaise de 1894 et ils rappellent souvent cet exemple pour justifier les efforts dans ce secteur. Par ailleurs, ils savent qu'il est essentiel de faire la démonstration de sa puissance maritime pour être en mesure de défendre les territoires – pour l'essentiel des îles – que la Chine revendique en mer de Chine méridionale et orientale et surtout Taïwan dont elle souhaite la réunification.

C'est d'autant plus vrai que le programme de construction aéronavale mené par la Chine ne se limite pas au seul développement de ces impressionnants navires. Les Chinois sont conscients de leur retard par rapport aux Etats-Unis et tentent de s'y adapter. Ils reconnaissent que les groupes de combat de leurs porte-avions sont plus faibles que les formations de porte-avions américains, mais ils sont destinés à être utilisés comme un élément du « système de combat national intégré ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Juillet 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 46

**Défense aérienne.** D'où les efforts menés pour se doter du croiseur Type 055 au cours de la dernière décennie dont la mission principale est d'assurer une solide défense aérienne et antimissile pour les porte-avions chinois. Si l'on ajoute les missiles aériens ou à longue portée basés à terre autour desquels l'armée chinoise a beaucoup communiqué ces dernières années pour mettre l'accent sur les progrès réalisés dans ce domaine, la Chine s'est dotée de moyens qui peuvent maintenir à distance les groupes navals et permettre aux porte-avions chinois d'occuper des positions de blocage cruciales.

Dans un tel scénario, le Fujian et les autres bâtiments pourront jouer un rôle important dans une potentielle opération de réunification forcée de Taïwan. Le fait que Pékin accorde un tel intérêt au porte-avions tient aussi au fait qu'au-delà de son rôle pratique, ce bâtiment appelle le respect de la part des autres pays, en particulier ceux avec lesquels il existe des contentieux.

Il faut se souvenir que la plupart des « crises » passées autour de Taïwan ont souvent été réglées par le passage des porte-avions américains dans le détroit de Taïwan. Désormais, ce sont les Chinois qui utilisent ces bâtiments pour manifester leur puissance. Avec le Fujian, la Chine vient de franchir un nouveau palier qu'il convient de prendre à sa juste mesure. Il faut se souvenir que, dans les années 1930, on avait sous-estimé la montée en puissance maritime d'un autre pays asiatique : le Japon. Cela avait fini par coûter cher aux Etats-Unis.